

FINANCEMENT DES PROJETS
D'INVESTISSEMENT STRUCTURANTS

Des conditions spécifiques prévues dans le PLF 2024

Le gouvernement veut accélérer la réalisation des projets d'investissement structurants. Des mesures spécifiques sont prévues dans le projet de loi de finances (PLF) 2024, notamment en matière de financement. En effet, il est prévu que ces projets soient soumis à des conditions de financement spécifiques. P 3

PÊCHE

Vers l'autorisation d'importation de moteurs marins moins de 5 ans

Actuellement, la flottille de pêche nationale est constituée de 6052 unités de pêche, d'une moyenne d'âge de 20 ans, dont 42 % des navires sont inactifs, pour différentes causes, principalement des pannes de moteurs, provoquant une baisse de la production et mettant en péril les sources de revenu des pêcheurs. Une proposition a été faite, dans le cadre de PLF 2024, par le ministère de la Pêche et des Productions Halieutiques portant sur l'autorisation d'importation de moteurs marins usagés de type « inboard », ne dépassant pas cinq (05) ans d'usage au profit des professionnels de la pêche et de l'aquaculture.

P 3

BARRAGES

Le taux de remplissage est de 30,23%



Le taux national actuel de remplissage des barrages, dont la capacité de stockage est estimée à 8,3 milliards de mètres cubes, est de l'ordre de 30,23%, a fait savoir le ministre de l'Hydraulique, Taha Derbal. Il a avoué que certains barrages sont presque à sec, à l'instar de celui de Koudiat Acerdoune. Pour parer à cette situation, le ministre a expliqué que des projets sont prévus, dont des forages et les stations de dessalement en cours de réalisation.

P 5

ANALYSE

Le pétrole pourrait-il battre son record de 2008?

Le baril de brut pourrait-il battre son précédent record de 147 dollars? Oui, mais seulement dans le cadre d'un scénario extrême, indique la Banque mondiale. Le record du baril de pétrole remonte à juillet 2008, lorsqu'il a atteint le niveau de 147 dollars. C'était juste avant la Grande crise financière. Dans un rapport sur les matières premières publié cette semaine, la Banque mondiale n'écarter pas la possibilité d'un pétrole entre 140 dollars et 157 dollars, mais il s'agit là d'un scénario extrême.

P 4



UN FORUM
SERA ORGANISÉ À ALGER

**L'économie durable
en débat** P2

LA PREMIÈRE MINISTRE ITALIENNE
L'A ANNONCÉ

**Le Sommet Italie-Afrique
se tiendra les 28 et 29
janvier 2024** P2

MATIÈRES PREMIÈRES

**Le cacao au plus haut
en 45 ans** P4

NOUVELLE VILLE DE SIDI ABDALLAH

Distribution de 40 000 logements en janvier

Le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Mohamed Tarek Belaribi, a annoncé la distribution 40 000 logements au niveau de la nouvelle ville de Sidi Abdallah, en janvier 2024. Le ministre a affirmé, dans une déclaration en marge de la visite de travail qu'il a effectuée à la ville de Sidi Abdallah, en présence du ministre de l'Hydraulique, Taha Derbal, accompagné du ministre de l'Irrigation, Taha Derbal, et du wali de la wilaya d'Alger, Abdenour Rabhi, que les travaux sont actuellement dans leur dernière phase de réalisation et que les projets connaissent un taux d'avancement appréciable. Pour ce faire, l'État a débloqué une enveloppe financière de 15 milliards de dinars pour les équipements d'assainissement et de conduite d'eau potable. « Distribuer des logements ne consiste pas seulement à les construire, mais c'est une œuvre intersectorielle pour fournir des logements décents et des cités intégrées » a-t-il soutenu. A cet égard, le ministre a souligné que le président de la République veille à la distribution de logement décent au citoyen algérien, affirmant que son département ministériel suivait cette voie. Pour, le ministre « distribuer 40000 logements en une opération, n'est pas un exploit en soi même si dans d'autres pays, nous ne voyons pas une telle distribution de logements. Aussi, nous continuons à construire des logements et à les livrer aux citoyens algériens ».

R. E.

UN FORUM SERA ORGANISÉ À ALGER

L'économie durable en débat

Alger abrite à partir d'aujourd'hui (lundi et mardi) la première Edition d'un Forum de l'économie durable u «Sutainable Economy Forum». Ce grand événement organisé avec le Conseil National économique social et environnemental rassemblera les institutions et les entreprises qui œuvrent pour l'environnement et le climat.

Par Slimane T

Le développement durable représente à la fois des défis pour l'Algérie mais également des opportunités qui seront présentés lors de tables rondes et d'ateliers, indiquent les organisateurs dans un communiqué.

L'objectif principal de cet événement est de réunir les institutions, les entreprises et les experts autour des thèmes en rapport avec l'économie durable. En effet, plus de 1.500 participants prendront part à ce forum auquel assisteront également des étudiants de différentes universités, instituts et écoles supérieures à travers le pays. «Défi » pour

développer de nouveaux modes de production et de consommation soucieux de l'environnement mais également «Opportunités» de devenir un champion de l'Economie décarbonée, circulaire et responsable.

À titre d'exemple de grands ensembles économiques prévoient des taxes pour les produits dont la production n'est pas décarbonée et l'Algérie grâce à son potentiel en énergies renouvelables pourrait développer toute une industrie à faible empreinte carbone. Ainsi, si la filière Energie renouvelables/hydrogène vert confirme son développement, notre pays pourrait tirer de nombreux flux d'investissements

productifs souhaitant profiter de notre énergie décarbonée. Ce thème sera l'un des grands sujets du forum qui abordera aussi les sujets de l'économie circulaire, de la responsabilité sociale des entreprises ou encore de l'entrepreneuriat à impact. Le monde de l'entreprise sera représenté avec des entreprises partenaires (entreprises réalisant de grands efforts en termes de RSE) qui seront mises à l'honneur, ainsi que des associations professionnelles comme CREA. Le thème de la ville durable sera central avec des thématiques liées à la gestion de l'eau, du ramassage ou de verdissement avec un focus particulier sur les programmes de la capitale.

LUTTE CONTRE LE CANCER

Appel au renforcement de l'action commune entre les pays arabes

Les participants au 22e Congrès de l'Association médicale arabe contre le cancer (AMAAC) et au 15e Congrès d'oncologie, ont plaidé, samedi à Alger, au renforcement de l'action commune entre les pays arabes dans le domaine de la lutte contre le cancer dans la région.

Dans leurs recommandations sanctionnant les travaux de ce congrès, les participants ont appelé à la création d'une commission chargée de la recherche dans le domaine de la lutte contre le cancer, et ce, en coordination avec les associations américaines et européennes pionnières en la matière, présentes à cette rencontre, d'autant que le taux de

propagation du cancer dans la région arabe "diffère complètement" de celui enregistré dans les pays occidentaux, lié essentiellement au facteur d'âge.

A titre d'exemple, la moyenne d'âge d'atteinte au cancer du sein en Algérie est de 47 ans, tandis que dans les pays occidentaux elle s'élève à plus de 60 ans.

A cette occasion, les spécialistes ont insisté sur l'impératif de renforcer la prévention dans les pays arabes, à même de "réduire le taux de mortalité de 10 à 15%", en sus d'améliorer la qualité de vie des patients à travers l'accès aux soins dans les différents services et spécialités.

Les experts ont, en outre, ap-

pelé à l'amélioration de la qualité du dépistage précoce, et à la fourniture de traitements nécessaires, notamment des traitements novateurs, à l'image de l'Algérie qui vient d'ajouter ces derniers à la nomenclature nationale des médicaments, comme l'a indiqué Pr Bounedjar, président de la Société Algérienne de Formation et de la Recherche en Oncologie (SAFRO).

Par ailleurs, et concernant la nouvelle instance pour la lutte contre le cancer dont la création a été décidée par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, Pr Bounedjar l'a qualifiée de "feuille de route et de nouveau jalon, qui participera parallèlement au plan national de lutte

contre le cancer, à l'amélioration de la prise en charge de cette maladie".

Il a, enfin, évoqué le contenu de la lettre du président de la République adressée aux participants au colloque, dans laquelle il les invite à l'établissement d'une enquête nationale afin de pouvoir lui adresser un rapport détaillé sur les réalisations accomplies et les manques à rattraper.

Le président de la SAFRO a, pour l'occasion, fait part du lancement d'une initiative de coopération avec les associations américaines, belges et françaises pionnières dans le domaine, pour l'établissement d'une stratégie de recherche sur le cancer en Algérie.

LA PREMIÈRE MINISTRE ITALIENNE L'A ANNONCÉ

Le Sommet Italie-Afrique se tiendra les 28 et 29 janvier 2024

Le « plan Mattei pour l'Afrique » qui prévoit un vaste programme d'investissements et de partenariats dans le secteur de l'énergie avec les pays africains, sera au centre des discussions du Sommet. Le Sommet Italie-Afrique se tiendra les 28 et 29 janvier 2024 à Rome pour présenter un programme de coopération axé sur l'énergie avec le continent. Cela a été an-

noncé par la Première ministre italienne, Giorgia Meloni (photo), à l'issue d'une réunion du Conseil des ministres qui a approuvé les premières étapes du plan que l'Italie souhaite proposer aux pays africains. Connue sous l'appellation de "Plan Mattei pour l'Afrique", du nom du fondateur du groupe énergétique italien ENI Enrico Mattei, ce plan prévoit un vaste pro-

gramme d'investissements et de partenariats dont les détails ne sont pas encore dévoilés. L'objectif est néanmoins, à la fois de sécuriser l'approvisionnement de l'Union européenne en produits énergétiques et d'accélérer le développement des pays africains pour freiner les flux migratoires vers le vieux continent. À la tribune de l'ONU, la 1ère ministre italienne avait présenté en

septembre son plan comme « une alternative sérieuse au phénomène de migration de masse ».

Initialement prévu pour le début du mois de novembre 2023, le Sommet Italie-Afrique avait été reporté en raison de « l'aggravation du contexte sécuritaire international ».

Agence

Quotidien économique

Les Enjeux *Eco*

Edité par la SARL

Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de publication
Radji Zahir

Siège social
03,Rue Ali Boumendjel
Square Port Said , Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
00170000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

PUBLICITÉ

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 021 73 71 28 / 021 73 76 78 / 021 74 99 81
Fax : 021 73 95 59
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz

FINANCEMENT DES PROJETS D'INVESTISSEMENT STRUCTURANTS

Des conditions spécifiques prévues dans le PLF 2024

Le gouvernement veut accélérer la réalisation des projets d'investissement structurants. Des mesures spécifiques sont prévues dans le projet de loi de finances (PLF) 2024, notamment en matière de financement. En effet, il est prévu que ces projets soient soumis à des conditions de financement spécifiques.

Par Sirine R

Dans l'article 93 du PLF, il est mentionné clairement que «conformément aux dispositions de l'article 54 de la loi organique n° 18-15 du 02 septembre 2018 relative aux lois des finances, les projets d'investissement structurants financés par un prêt du Trésor, bénéficient de conditions de financement spécifiques». Dans le cadre de la stratégie de l'Etat pour la diversification des ressources budgétaires, plusieurs projets d'investissement structurants et d'une importance économique majeure sont déjà lancés ou au stade de projet, tels que les projets phosphate de Gara Djbilat, dessalement d'eau de mer, Solar 15 000 Mégawatt, investissements ferroviaires, projets d'investissement qatari dans l'agriculture et la santé...etc. Cependant, ces projets d'une importance capitale pour l'économie nationale et vecteurs de la relance économique, «sont confrontés non seulement aux contraintes de marché liées, principalement, aux contraintes de financement en raison de l'incapacité du marché bancaire à satisfaire aux conditions de taux très bas (1% voire moins) et de durées très longues (25 ans et plus) que nécessitent ce genre de projets pour assurer un minimum de rentabilité économique», indique le PLF. Dans ce contexte, l'intervention financière du Trésor à travers le financement direct sur ses ressources propres, devient incontournable, estime la même source. Toutefois, l'action du Trésor se trouve confrontée à une contrainte légale qui stipule que les



conditions de financement en termes de taux d'intérêt et de durée de remboursement, et sauf dérogation de loi de finance, ne peuvent être inférieurs à ceux des obligations ou bons du Trésor de même échéance ou, à défaut, d'échéance la plus proche (Cf. à l'article n°54 de la loi 18-15 du 02 septembre 2018 relative aux lois des finances). À titre d'exemple, le taux d'une obligation de 15 ans est de 6,5%). De ce qui précède, et pour ne pas entraver la réalisation de ces projets, notamment, ceux déjà lancé tel que les projets connexes PPI (projet phosphate intégré), «il est indispensable et urgent d'extraire les projets d'investissement structurants ou d'une importance économique majeure du champ d'application de ces dispositions de loi, et donner au Trésor la possibilité d'accorder des conditions de financement particulières et appropriées pour ces projets».

D'où la proposition d'insertion d'une disposition particulière de la loi de finances constituant une exception aux dispositions de l'article 54 citées ci-dessus. Cette disposition ne se trouve pas en situation de contradiction avec la loi organique du fait que les dispositions de l'article 54 de la LOLF 18-15 prévoient une dérogation par une loi de finances, explique la même source. Cette disposition s'applique uniquement, précise le PLF, aux projets structurants tels que définis par les dispositions de l'article 30 de la loi 22-18 du 24 juillet 2022 relative à l'investissement, ainsi que des dispositions de l'article 15 du décret exécutif n°22-302 du 08 septembre 2022 fixant les critères de qualification des investissements structurants, les modalités de bénéfice des avantages d'exploitation et les grilles d'évaluation.

PÊCHE

Vers l'autorisation d'importation de moteurs marins moins de 5 ans

Actuellement, la flottille de pêche nationale est constituée de 6052 unités de pêche, d'une moyenne d'âge de 20 ans, dont 42 % des navires sont inactifs, pour différentes causes, principalement des pannes de moteurs, provoquant une baisse de la production et mettant en péril les sources de revenu des pêcheurs. De ce fait, dans le cadre de la mise en œuvre du plan d'actions du Gouvernement, visant à promouvoir l'activité de la pêche, notamment la réhabilitation de la flottille nationale. Et conscient du potentiel de développement de ce secteur et, de surcroît, de sa contribution à la diversification de l'économie du pays, et pour la mise en œuvre des instructions de Monsieur le Président de la République émises lors du conseil des ministres tenu en date du 30 avril 2023, le ministère de la Pêche et des Productions Halieutiques a proposé une nouvelle mesure portant sur l'autorisation d'importation de moteurs marins usagés de type « inboard », ne dépassant pas cinq (05) ans d'usage au profit des professionnels de la pêche et de l'aquacul-

ture et ce une fois tous les (05) cinq ans. «Art. 91.- Nonobstant les dispositions réglementaires en vigueur, il est autorisé le dédouanement une fois tous les cinq (05) ans, pour la mise en consommation, à l'état usagé, les moteurs pour la propulsion de bateaux de type « inboard » relevant des sous-positions tarifaires 8407.29.91.00, 8407.29.92.00, 8408.10.91.00, 8408.10.92.00, 8408.10.93.00, 8408.10.94.00, 8408.10.95.00, 8408.10.96.00, 8408.10.97.00, 8408.10.98.00, 8408.10.99.00, de moins de (05) ans, au profit des propriétaires et /ou armateurs des navires de pêche et d'aquaculture», lit-on dans le PLF 2024, dont nous détenons une copie. Afin de soutenir cette catégorie et particulièrement ceux n'ayant pas les capacités pour l'acquisition des moteurs à l'état neuf, aussi vu les raisons suivantes : « L'absence d'une industrie nationale dans ce domaine ; Le cout excessif de certaines pièces de rechange de moteurs marins soit par voie d'importation ou achat sur le marché national ; Le coût exorbitant des moteurs marins à l'état neuf».

Aussi, il y a lieu de signaler que le stock halieutique est en diminution sur toute la zone côtière de la mer Méditerranée, cette situation a incité beaucoup de pays méditerranéens à réduire leurs effort de pêche par la radiation d'une grande partie des navires de pêche côtière, et mettant leurs moteurs marins sur le marché avec des prix compétitifs. De ce fait, « l'importation de ces derniers s'avère une bonne alternative pour le remplacement des moteurs ayant subi des pannes dont les réparations reviennent couteuses, et qui permettra la réhabilitation de la flottille de pêche existante». De ce qui précède, l'inscription de cette mesure est d'une grande importance, de par sa contribution à relancer les activités de pêche et l'aquaculture, notamment les navires confrontés aux problèmes de pannes de moteurs, et par conséquent, à la croissance de la production et des rémunérations. Les modalités d'application de cette mesure, seront définies par arrêté conjoint (finances –pêche), précise la même source.

S T.

AGRICULTURE STRATÉGIQUE

177 574 hectares mis à la disposition des investisseurs

Le ministère de l'Agriculture et du Développement rural a réservé 177 574 hectares de terres agricoles aux agriculteurs et des investisseurs dans l'agriculture stratégique. Selon les chiffres du ministère, 163 999 hectares sont disponibles dans le sud et 13 574 hectares dans les hauts plateaux. Les dossiers de souscription sont supervisés par l'Office de développement de l'agriculture Industrielle en terres sahariennes (ODAS) et l'Office national des terres agricoles(ONTA). Le ministère de l'agriculture, qui a lancé le 1er novembre, le premier portefeuille immobilier dans 5 wilayas des hauts plateaux d'une superficie de 13 574 hectares, a également lancé le quatrième portefeuille immobilier agricole dans 9 wilayas du grand sud, d'une superficie de 163 999 hectares. Il appelle les intéressés à préparer les dossiers de candidature et d'enregistrement sur les deux plateformes, avant le 21 novembre courant. Les terres agricoles sont réparties dans les hauts plateaux, à Ghardaïa, El Menea, Laghouat, Naama et Djelfa, tandis que les terres affectées à la bonification au sud sont réparties dans les wilayas d'Illizi, Djanet, Ouargla, Touggourt, Ghardaïa, El Menea, Adrar, Laghouat et Timimoune. Le Sud a une superficie totale d'environ 164 mille hectares répartis en 30 zones, destinés aux investisseurs. Selon l'Office pour le développement de l'agriculture industrielle en terres sahariennes, les wilayas d'Illizi et de Ouargla occupent la plus grande superficie, estimée respectivement à 45.260 hectares répartis en 7 zones, et 44.503 hectares répartis en 6 lots, tandis que la wilaya de Touggourt dispose d'une superficie de 3.369 hectares répartis sur 4 ensembles, et El Menea 21.540 hectares répartis sur 3 périmètres, puis Ghardaïa avec un périmètre qui comprend 16.148 hectares, suivi de la wilaya de Djanet d'une superficie de 13.698 hectares répartis sur 3 périmètres, et il comprend également la wilaya d'Adrar sur une superficie de 8.250 hectares répartis sur 3 périmètres, et Laghouat 7.481 hectares répartis sur deux périmètres, et enfin la wilaya de Timimoune avec un périmètre de 3750 hectares. Les filières ciblées sont celles des céréales, du maïs, des plantes oléagineuses et scurières, dont la betterave sucrière, ainsi que des cultures fourragères.

Agence

ANALYSE

Le pétrole pourrait-il battre son record de 2008?

Le baril de brut pourrait-il battre son précédent record de 147 dollars? Oui, mais seulement dans le cadre d'un scénario extrême, indique la Banque mondiale. Le record du baril de pétrole remonte à juillet 2008, lorsqu'il a atteint le niveau de 147 dollars. C'était juste avant la Grande crise financière. Dans un rapport sur les matières premières publié cette semaine, la Banque mondiale n'écarte pas la possibilité d'un pétrole entre 140 dollars et 157 dollars, mais il s'agit là d'un scénario extrême. L'institution souligne que l'économie mondiale est en bien meilleure position que dans les années 1970 pour faire face à un choc pétrolier majeur. Mais une intensification du conflit au Moyen-Orient pourrait entraîner les marchés mondiaux en terrain inconnu. Le rapport décrit ainsi trois scénarios de risque, avec des impacts qui dépendront du degré de perturbation des approvisionnements en pétrole. Les trois scénarios Dans un scénario de "perturbation majeure", comparable à l'embargo arabe sur le pétrole en 1973, l'offre mondiale de pétrole se réduirait de 6 à 8 millions de barils par jour. Cela pourrait provoquer une envolée des prix comprise entre 55 et 75%, soit un baril entre 140 et 157 dollars. Record battu... Dans un scénario de "perturbation limitée", comme la crise libyenne en 2011, le prix du baril serait compris entre 93 et 102 dollars, alors que dans un scénario de "perturbation moyenne", comme la guerre d'Irak en 2003, la fourchette se situerait entre 109 et 121 dollars. À noter que dans le scénario de référence de la Banque mondiale, les prix du pétrole sont pointés à 90 dollars le baril au cours du trimestre actuel (le Brent se situe actuellement à 87 dollars environ), avant de retomber à 81 dollars en moyenne l'an prochain.

Agence

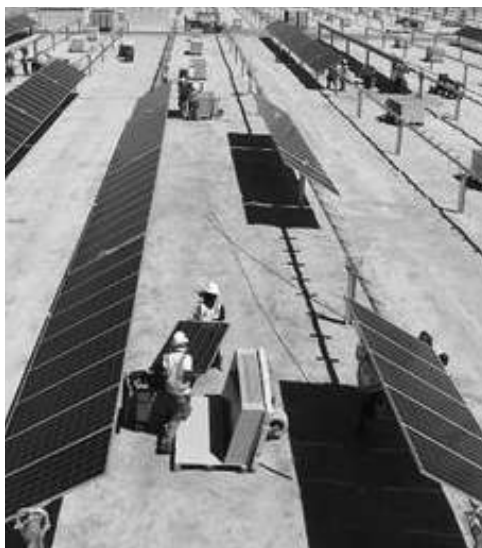
PROJET PHOTOVOLTAÏQUE DE 2000 MW

Les entreprises réalisatrices connues

Sonelgaz Energies renouvelables (Sonelgz-EnR) a récemment attribué provisoirement les marchés de l'appel d'offres national et international pour le projet de 2000 MW d'énergie solaire photovoltaïque.

Par R.E.

Ce projet prévoit la construction de quinze centrales solaires photovoltaïques réparties dans douze wilayas, avec des puissances unitaires variant de 80 à 220 MW. Il englobe l'ensemble du processus, de l'étude à la mise en service des centrales, y compris leur raccordement au réseau électrique de transport. Le coût global du projet est estimé à plus de 171 milliards de dinars, soit plus de 1,2 milliard de dollars, avec des délais de réalisation s'échelonnant de 7 à 16 mois. Les travaux devraient débuter en janvier 2024, et l'on prévoit la création de 10 000 emplois dans le cadre de ce projet, selon des sources au fait du dossier. Sur les quinze (15) lots prévus, un seul a été annulé. Il s'agit de celui de Ksar Chelala (wilaya de Tiaret) où il a été prévu la réalisation d'une centrale solaire de 80 MW, selon l'avis d'attribution provisoire des marchés. Les entreprises chinoises ont raflé la quasi-totalité du projet 2000 MW avec neuf (09) centrales solaires à réaliser pour un montant total de plus de 119 milliards de dinars (plus de 880 millions de dollars), représentant environ 70 % du projet. Parmi les entreprises chinoises impliquées dans le projet 2000 MW, le Groupement chinois CWE-HXCC-YRED a été sélectionné pour la réalisation de cinq centrales solaires photovoltaïques, allant de 80 MW à 220 MW. Ce groupement réalisera notamment une centrale de 80 MW à Abadla, une centrale de 220 MW à Batmet, une centrale de 200 MW à Gueltet Sidi Saad, une centrale de 200 MW à Douar El Maa, et une centrale de 80 MW dans la wilaya de Ouled Djellal. D'autres entreprises chinoises, telles que Shanxi Installation Group Co. Ltd, CSCEC, le Groupement PowerChina NTL-SinoHydro et PowerChina Zhongnan Engineering Corporation Limited, ont également obtenu des marchés pour la



tionné pour la réalisation de cinq centrales solaires photovoltaïques, allant de 80 MW à 220 MW. Ce groupement réalisera notamment une centrale de 80 MW à Abadla, une centrale de 220 MW à Batmet, une centrale de 200 MW à Gueltet Sidi Saad, une centrale de 200 MW à Douar El Maa, et une centrale de 80 MW dans la wilaya de Ouled Djellal. D'autres entreprises chinoises, telles que Shanxi Installation Group Co. Ltd, CSCEC, le Groupement PowerChina NTL-SinoHydro et PowerChina Zhongnan Engineering Corporation Limited, ont également obtenu des marchés pour la

réalisation de centrales solaires d'une capacité allant de 150 MW à 220 MW respectivement à Ouled Fadel, Tendla, Laghrou et Khanguet Sidi Nadji. Néanmoins, il convient de noter que des entreprises algériennes ont également été retenues pour participer à ce projet d'envergure. Certaines d'entre elles ont formé des groupements avec des partenaires étrangers pour mener à bien les travaux. Les entreprises nationales seront ainsi présentes dans la réalisation de cinq (5) centrales solaires de capacités allant de 80 à 150 MW pour un montant total de 52 milliards de dinars (plus de 380 millions de dollars). Le Groupement Cosider Canalisation-Fimer SPA, par exemple, réalisera deux centrales solaires à Kenadsa (120 MW) et Touggourt (150 MW). Un autre groupement, constitué d'une société privée algérienne et d'un partenaire turc, le Groupement Ozgun Insaat-Zergoun, s'est vu attribuer un marché pour la construction d'une centrale solaire de 80 MW à Guerara. Enfin, l'entreprise algérienne Eurl Hamdi a obtenu deux marchés pour la réalisation de centrales solaires photovoltaïques de 80 MW chacune à El Euche et Taleb Larbi, renforçant ainsi la participation nationale dans ce projet d'énergie renouvelable d'importance capitale.

MARCHÉ

La faiblesse du dollar porte les céréales US à la hausse

L'affaiblissement du dollar et une météo défavorable en Amérique du Sud poussent les cotations américaines à la hausse. Les céréales américaines ont poursuivi leur rapide mouvement de reprise vendredi soir à Chicago. La forte contraction du dollar face aux autres devises, au plus bas depuis la fin septembre, a

en effet renforcé la compétitivité des origines américaines sur la scène internationale et ainsi redonné du soutien à l'ensemble des commodités outre-Atlantique. Les risques de production en Amérique du Sud reviennent en outre au centre des attentions avec un climat encore trop sec pour la bonne progression des semis de

soja au Nord du Brésil, et un excès hydrique marqué enregistré dans le Sud. En Argentine également, les semis de maïs prennent du retard, tandis que la Bourse de commerce de Buenos Aires a réduit de 800 kt son estimation de récolte de blé du pays cette année, à 15,4 Mt. À noter également, l'USDA a confirmé la vente de 131 kt de soja

vers des destinations inconnues. À la clôture de Chicago, le blé SRW à échéance décembre 2023 s'est apprécié de 7,0 c\$/bu, à 5,72 \$/bu. Le maïs à terme décembre 2023 a grimpé de 7,25 c\$/bu à 4,77 \$/bu. La fève de soja à livraison janvier 2024 a augmenté de 23,5 c\$/bu, à 13,52 \$/bu.

Agence

MATIÈRES PREMIÈRES

Le cacao au plus haut en 45 ans

Le cacao a battu de nouveaux records de prix cette semaine à Londres comme à New York, galvanisé par des approvisionnements serrés des pays producteurs, notamment la Côte d'Ivoire, en raison de conditions météorologiques défavorables. Lundi, à Londres, la tonne de cacao a culminé à 3.385 livres sterling, un prix record enregistré depuis le début du contrat en 1989 et qui dépasse donc les précédents sommets atteints pendant la guerre civile en Côte d'Ivoire. A New York, elle a touché ven-

dredi 3.893 dollars, un nouveau record depuis fin 1978, soit 45 ans. Ces sommets s'expliquent par "la baisse attendue de la production en Côte d'Ivoire, de loin le plus important producteur de cacao avec plus de 40% du volume de la récolte mondiale", affirme Carsten Fritsch, de Commerzbank. Selon l'analyste, la récolte du trimestre en cours pourrait s'avérer inférieure de près de 30% à celle de l'année dernière, d'après les producteurs de cacao. Cette baisse de production est

due aux conditions climatiques défavorables dans les régions productrices. "Au début, le temps était trop sec pendant une période prolongée, ce qui a gêné le développement" des jeunes pousses, explique M. Fritsch. Des pluies abondantes ont ensuite entraîné le développement de maladies dans les cultures, notamment celle des cabosses noires - qui provoque le noircissement et la pourriture des cabosses de cacao. En parallèle, le phénomène climatique El Niño fait grimper les prix de certaines matières

premières agricoles dont le cacao, produit dans des régions exposées comme l'Afrique de l'Ouest. Vers 16H00 GMT (17H00 à Paris) à Londres vendredi, la tonne de cacao pour livraison en mars 2024 valait 3.329 livres sterling, contre 3.358 livres sterling une semaine plus tôt en fin de séance. A New York, la tonne pour livraison en décembre 2023 valait dans le même temps 3.883 dollars, contre 3.852 dollars vendredi dernier.

Synthèse Agence

BARRAGES

Le taux de remplissage est de 30,23%

Le taux national actuel de remplissage des barrages, dont la capacité de stockage est estimée à 8,3 milliards de mètres cubes, est de l'ordre de 30,23%, a fait savoir le ministre de l'Hydraulique, Taha Derbal. Il a avoué que certains barrages sont presque à sec, à l'instar de celui de Koudiat Acerdoune.

Par Sirine R

Ce dernier alimente la région du centre du pays, alors que le taux de remplissage est très infime. Pour parer à cette situation, le ministre a expliqué que des projets sont prévus, dont des forages et les stations de dessalement en cours de réalisation. «La station de Cap Djenat, en cours de réalisation avec une capacité de production quotidienne de 300 000 m3, sera raccordée au système du barrage de Koudiat Asserdoun afin d'assurer l'approvisionnement la région du centre», rassure-t-il dans une déclaration à une chaîne de télévision privée. Le ministre a indiqué, en outre, que des mesures ont été prises dans le but de prolonger, le plus possible, la durée de vie de cette structure hydraulique, en plus d'autres solutions techniques engagées pour assurer ce service public. Il a relevé que ses services ont procédé, comme alternative, à la réduction progressive des quantités d'eau réparties sur les trois wilayas à savoir M'sila, Médéa et Tizi Ouzou. Dans le même sillage, le ministre rappelle la réalisation prochaine d'une station de dessalement d'eau de mer à de Tizi Ouzou avec une capacité de 60 000 m3 par jour. Par ailleurs, le ministre a souligné l'importance de la modernisation de la gestion des

ressources en eau à même d'alimenter quotidiennement les ménages, tout en les économisant. « Nous prévoyons un programme, s'inscrivant dans le cadre d'une stratégie globale du gouvernement, axé sur la modernisation pour une exploitation rationnelle des ressources hydriques », ap- puie-t-il, appelant à plus de conscience de la part des citoyens. Évoquant les unités de production de l'eau, le ministre rappelle que l'on recense 26 stations à l'échelle nationale devant produire jusqu'à 2,3 millions de m3 par jour, en sus de cinq grandes stations en cours de réalisation avec une capacité de production quotidienne de 300 000 m3, pour chacune. Elles sont prévues dans les wilayas de Taref, Bejaia, Tipaza, Boumerdès et Oran et seront réceptionnées fin 2024, complète-t-il. «Ces stations auront un impact direct sur l'alimentation en eau potable des wilayas intérieures du pays et leur assurent en sécurité hydrique », insiste-t-il. De même, le ministre affirme que l'on a procédé à l'inscription d'une étude liée à la réalisation de six autres stations. Ce qui portera le nombre total des stations de dessalement à 37 unités de production d'eau. « Ainsi, la capitale sera alimentée à hauteur de 80% en eau potable produite par ces stations de dessalement », précise-t-il, ajoutant que l'Algérie dispose de tous les potentiels et

moyens pour prendre en charge la problématique liée à l'AEP due aux changements climatiques. Les grands transferts de l'eau des wilayas connaissant une abondance de cette ressource vers les autres wilayas, figurent parmi les principaux axes de la stratégie du secteur de l'hydraulique. S'ajoutent à cela les stations d'épuration des eaux usées qui peuvent contribuer à la disponibilité des ressources en eau, notamment celles destinées aux usages agricoles et industriels. « L'Algérie dispose de tous les moyens et potentiels pour assurer sa sécurité hydrique en prévoyant un grand programme de réalisation de structures hydrauliques d'appui », assure le ministre en indiquant que ses services actualisent «nos stratégies en fonction des données recueillies afin de faire face au stress hydrique. Et je tiens à rassurer que nous suivons, quotidiennement, tous les projets prévus dans ce secteur afin qu'ils soient réceptionnés dans les délais impartis». Le ministre a fait remarquer que malgré le manque des précipitations durant les quatre dernières années, le service public d'alimentation en eau potable (AEP) a été assuré dans la majorité des wilayas. Et ce, grâce, poursuit-il, aux grands investissements réalisés par l'Etat en termes de sécurité hydrique.

JUSTICE

Numérisation, un levier pour s'affranchir de la bureaucratie

Le ministre de la Justice, garde des Sceaux, Abderrachid Tabi, a indiqué, samedi à Alger l'opération de la numérisation du secteur, « revêt des dimensions stratégiques dans le programme du président de la République, Abdelmadjid Tebboune qui l'a placée au centre de la politique de l'Etat, la considérant parmi les leviers permettant de s'affranchir du spectre de la bureaucratie ». Il a ajouté à ce sujet que « la promotion de l'appareil judiciaire et sa modernisation passe obligatoirement par la modernisation de l'action judiciaire et sa numérisation », soulignant que la modernisation de l'institution judiciaire doit reposer sur l'amélioration des conditions de travail des juges, des fonctionnaires et des auxiliaires de justice, ainsi que des services offerts aux citoyens ». Au sujet de la politique de l'Etat dans le domaine de la réinsertion sociale, le ministre a rappelé « l'importance cruciale » qu'accorde l'Etat aux programmes de réinsertion sociale des prisonniers, en œuvrant à « hisser leur niveau d'instruction et développer leurs compétences et leur qualifications ». Par ailleurs, le ministre a également insisté sur l'impératif d'« étendre les canaux de dialogue avec les opérateurs sociaux et d'encourager les compétences », mais aussi d'engager « la concrétisation des procédures de promotion, selon un programme annuel, suite à la décision du Gouvernement prévoyant le dégel des promotions des employés dans les différents corps ». Synthèse R E.

PRODUCTION DE LAIT SUBVENTIONNÉ

Entrée en production d'une nouvelle unité à El-Méniaâ

La première quantité de lait pasteurisé subventionné représentant la production de la nouvelle laiterie du vieux Ksar d'El-Méniaâ a été distribuée dimanche, suite à l'octroi du premier quota mensuel de lait en poudre, a-t-on appris des responsables de la Direction du Commerce et de la promotion des exportations. L'opération qui s'inscrit dans le cadre des efforts consentis par l'Etat pour répondre aux besoins des

consommateurs, a été lancée en présence des autorités de la wilaya et touchera les communes d'El Méniaâ, de Hassi El Gara et de Hassi El Lafhal, a indiqué à l'APS le directeur du secteur Mokadam Nouredine. L'objectif de la réalisation de la laiterie du vieux Ksar d'El-Ménia est de répondre aux besoins des citoyens en la matière, et renforcer ainsi le marché local en ce produit alimentaire de première nécessité

avec une production journalière de 27.000 litres (L/J) de lait pasteurisé, sachant que la distribution est assurée par un distributeur relevant de cette laiterie réalisée dans le cadre d'un investissement privé, a-t-il souligné. De son côté, le directeur des services agricoles de la wilaya, Mosbah Youcef, a affirmé que la quantité de lait en poudre accordée à la wilaya répondra aux besoins des citoyens, et permettra aussi une production

régulière et en quantité suffisante de lait pasteurisé subventionné. Des consommateurs de la région n'ont pas manqué de saluer le lancement de la production de lait pasteurisé subventionné dans la wilaya d'El-Méniaâ, soulignant que ce projet assurera les besoins en ce produit alimentaire de large consommation dans cette wilaya qui s'approvisionnait auparavant d'autres wilayas.

TOUGGOURT

Lancement du projet de la maison d'investissement vert au profit des jeunes

Le projet de la maison d'investissement vert pour le soutien et l'encouragement des projets innovants dans le domaine de l'environnement a été lancé samedi en direction des jeunes porteurs de projets de la wilaya de Tougourt, a-t-on appris des organisateurs. Initié par le bureau de l'organisation national "Meeting Of Algeria's Youth" en coordination avec le secteur de la jeunesse et des sports de la wilaya, ce projet, lancé depuis le siège de l'APC de Tougourt, prévoit

des ateliers de formation sur l'innovation, l'entrepreneuriat dans les domaines d'environnement et d'agriculture au profit des jeunes porteurs de projets. La mise sur pied d'une exposition mettant en valeur des modèles et projets d'investissement réussis dans le domaine de l'environnement et développement durable, font partie de ce programme, a indiqué la présidente du bureau de cette organisation juvénile, Ibtissem Bouguennour. Retenue

au titre d'un projet multisectoriel, cette initiative tend à apporter l'aide voulue aux jeunes pour s'orienter vers l'investissement environnemental, mettre en forme des projets et start-up versés dans le domaine, notamment dans les énergies renouvelables, développement durable et l'économie circulaire, a-t-elle expliqué. Elle a fait part, à ce titre, de l'organisation, au titre de ce programme, d'un concours de wilaya pour la sélection des meilleurs projets

innovants et d'investissement en économie verte, environnement et agriculture, en prévision de la participation au salon national d'environnement prévu à Alger. La cérémonie du lancement du projet s'est déroulée en présence des jeunes, porteurs de projets, étudiants et stagiaires des établissements de la formation professionnelle, ainsi que des représentants des associations et organismes activant dans le domaine de l'environnement.

GUELMA

Ouverture de 30 points de vente des légumes secs et riz

Trente (30) points de vente des légumes secs, de production locale et d'importation, et de riz aux tarifs fixés ont été ouverts à travers les communes de la wilaya de Guelma, a affirmé samedi la wali, Mme. Houria Aggoune. Ces points ont été ouverts pour assurer l'approvisionnement du marché local en légumes secs et riz et prévenir l'éventuelle spéculation sur ces produits, a déclaré à l'APS la wali qui a assuré que ces points disposent des quantités suffisantes pour satisfaire la demande locale sur ces denrées. Quatorze (14) de ces points ont été ouverts dans des locaux dépendant des communes, 12 au niveau des structures de la Coopérative des céréales et légumes secs (CCLS) et 4 au niveau des structures du groupe Agrodif de sorte à couvrir la majorité des 34 communes de la wilaya, a précisé la même responsable. Outre ces points fixes, quatre camions assurent la vente de ces produits alimentaires dans les communes où aucun point de vente n'était ouvert, selon la même source. Selon leurs responsables, ces points assurent la vente du pois chiche et des lentilles de production locale et d'importation, des haricots importés et du riz.

BORDJ BOU ARRERIDJ

Plus de 13.000 emplois créés dans le secteur économique depuis début 2023

Plus de 13.000 postes d'emploi permanents ont été créés dans le secteur économique depuis le début de l'année 2023, dans la wilaya de Bordj Bou Arreridj, a affirmé lundi le wali, Kamel Nouicer. Dans une déclaration à la presse en marge la visite de la zone industrielle Mechta Fatma à El Hamadia, le wali a mis l'accent sur la dynamique économique vécue par la wilaya à la faveur du soutien et accompagnement des hautes autorités du pays et pouvoirs publics aux investisseurs sérieux. Il a ajouté que le nombre d'emplois couverts par la sécurité sociale créée depuis le début de l'année a dépassé 13.000 postes qualifiés via l'ANEM outre l'intégration de 6.959 travailleurs par des entreprises économiques réduisant ainsi le taux de chômage dans la wilaya à 7 %. Les autorités locales, a ajouté le wali, misent sur la création de plus de 10.000 autres emplois dans le secteur privé avec l'entrée en activité de nombre d'entreprises dans la ZI de Fatma et la ZI R'mail de Ras El Oued, et ce après la levée des entraves aux opérations d'aménagement et raccordement aux réseaux divers pour une enveloppe financière de 8 milliards DA.

BERROUAGHIA (MÉDÉA)

Renforcement de l'alimentation en eau potable

L'alimentation de la commune de Berrouaghia et sa périphérie en eau potable sera renforcée prochainement à la faveur de la mise en service d'une nouvelle station de pompage dans la partie nord-est du barrage de Ghrib (Ain-Defla) qui alimente plusieurs localités de Médéa, a-t-on appris samedi auprès des services de la wilaya.

Des essais techniques sont menés actuellement au niveau de la station de pompage localisée dans la commune de Hannacha, ouest de Médéa, sur la rive nord-est du barrage de Ghrib pour s'assurer du bon fonctionnement des installations et des canalisations devant servir au transfert des eaux du barrage vers la commune de Berrouaghia, a-t-on expliqué. Selon les mêmes services, l'entrée en exploitation de cette station de pompage monobloc, permettra de fournir aux ménages de la commune de Berrouaghia, ainsi que de nombreuses agglomérations urbaines secondaires situées à sa périphérie, un volume de quatre mille M3 d'eau jour. Ce volume d'eau viendra s'ajouter à un quota d'eau similaire réservé à la commune à partir du système de transfert des eaux du barrage de Koudiate Acerdoune (Bouira) qui alimente une vingtaine de localités de la wilaya de Médéa, a-t-on précisé. Il est fait part, dans un autre contexte, de l'achèvement de l'opération d'éradication des fuites d'eau au niveau du périmètre agricole irrigué de Beni-Slimane, est de Médéa, et la



réparation d'une importante fuite détectée sur l'une des canalisations destinée à l'irrigation de ce périmètre qui s'étend sur 2000 hectares. La prise en charge de cette fuite a permis de récupérer, selon la même source, des dizaines de mètres cube d'eau potable qui

s'échappait de cette canalisation défectueuse, et la reprise des opérations de pompage d'eau à partir du barrage de Beni-Slimane qui fournit un peu plus de six mille M3 pour l'irrigation dudit périmètre et une partie des ménages de la commune, a-t-on conclu.

GUELMA

1.679 agriculteurs bénéficient de prolongation des délais de remboursement des crédits R'fig

Environ 1.679 céréaliculteurs de la wilaya de Guelma ont bénéficié d'une prolongation d'une année des délais de remboursement des crédits R'fig obtenus la saison agricole 2022-2023 dont le déficit pluviométrique avait affecté de vastes terres agricoles, a appris l'APS jeudi auprès de la direction régionale de la Banque de l'Agriculture et du développement rural (BADR). Dans une déclaration à l'APS, Abdelhak Fetatnia, directeur régional adjoint de cette institution bancaire qui chapeaute les agences de Guelma et

de Souk Ahras, a indiqué qu'il a été décidé de prolonger au 30 septembre 2024 les délais de remboursement des crédits accordés à tous ces agriculteurs, rappelant que le remboursement était censé être effectué immédiatement à la fin de la campagne moisson-battage de la saison passée. Le prolongement des délais de remboursement de ce crédit non-rémunéré s'inscrit dans le cadre des mesures décidées par les autorités supérieures du pays pour aider les agriculteurs à surmonter les répercussions sur leurs récoltes du déficit pluvio-

métrique de la saison passée, a indiqué le même cadre qui a ajouté que ces nouveaux délais peuvent être révisés en fonction des décisions prises par les autorités supérieures du pays. Les agriculteurs concernés représentent 98 % du nombre total de 1.707 agriculteurs ayant obtenu le crédit R'fig durant la saison 2022-2023, selon le même cadre qui a précisé que le montant des crédits concernés par cette prolongation s'élève à 1,61 milliard DA. La décision est de nature à permettre aux céréaliculteurs de rétablir l'équilibre financier de

leur activité surtout qu'ils ont bénéficié durant la nouvelle campagne de labours semailles d'indemnisation en nature (semences et engrais) pour les dégâts subis accordée par la Coopérative de céréales et légumes secs (CCLS), selon la même source. Pour la saison 2023-2024, pas moins de 55 nouveaux agriculteurs de Guelma ont bénéficié du crédit R'fig pour un montant de 78 millions DA et l'opération est toujours ouverte jusqu'à la fin de l'année pour ceux qui souhaitent bénéficier dans le cadre de cette formule, a ajouté le même cadre.

ALGER

Poursuite des opérations de reboisement

Les opérations de plantation d'arbustes au niveau des différentes communes de la wilaya d'Alger se poursuivent dans le cadre des campagnes de reboisement de la saison 2023-2024 qui a débuté le 25 octobre écoulé et se poursuivra jusqu'au 21 mars prochain. Dans ce cadre, la direction des forêts et de la ceinture verte de la wilaya d'Alger, représentée par la circonscription de Birkhadem a effectué, samedi, l'opération de plantation d'arbres au niveau de la zone de Oued Ouchayah dans la commune de Bachdjarrach (cir-



conscription administrative d'El Harrach), avec la participation

des autorités locales, des établissements concernés de wilaya et

du service des travaux publics. Cette opération a été effectuée avec l'encadrement de techniciens des forêts, relevant des deux brigades mobiles de Ben Aknoun et de Dar El Beida. Par ailleurs, et dans le cadre des mesures de prévention des risques induits par les intempéries de saison, la série d'interventions de la direction des forêts et de la ceinture verte de la wilaya d'Alger se poursuit, et ce au niveau des quartiers des communes de Baraki, Douera, Draria et Bir Mourad Rais.

Israël peut-il faire la paix ?

« Au cours des cinq derniers siècles, il est arrivé à seize reprises qu'une puissance montante menace de supplanter la grande puissance régnante. Dans douze cas, cette situation s'est soldée par une guerre. Quant aux quatre fois où la guerre a pu être évitée, cela n'a été possible que grâce à des ajustements de taille, de part et d'autre, dans les actes comme dans les attitudes. ... Pour échapper au Piège de Thucydide, nous devons accepter de penser l'impensable – et d'imaginer l'inimaginable. Vu la situation actuelle, il nous faut désormais infléchir le cours même de l'histoire. »[1]

Partie 2



Par DERGUINI Arezki (*)

Mais le monde a changé, le multi-alignement, sans être une doctrine comme c'est le cas avec l'Inde, se développe. Beaucoup ont compris que l'opposition frontale à l'Occident et militaire à Israël n'est pas la solution. Elle est dans le décentrement recentrement du monde. Sans accumulation de forces sur lesquelles ils pourraient compter, les pays du MEA seront les victimes de la compétition entre anciennes et nouvelles puissances économiques. Face à la stratégie de domination occidentale, une contre-stratégie doit déployer une stratégie de croissance économique. Une stratégie que l'on dira décoloniale, parce qu'elle ne peut pas se déployer au sein du cadre postcolonial qui soumet l'accumulation des forces aux anciens et nouveaux centres de gravité mondiaux. Le multi-alignement est pour l'heure le moyen des petites et moyennes nations pour ne pas se soumettre à l'ordre postcolonial. Mais sans de nouvelles coalitions, il ne conduira pas à l'autonomie. Le monde a été conquis et divisé par les puissances coloniales pour lui imposer des échanges, s'approprier ses ressources naturelles et non pour valoriser son travail. C'est dans la division du monde qu'elles ont imposé que sont nés les nationalismes qui les ont combattues. Cette division du monde ne donne pas aux nationalismes postcoloniaux trop étroits les moyens de valoriser leur travail et leurs ressources. À l'image des BRICS, il faut

multiplier les ensembles qui permettent de mobiliser et de valoriser leurs ressources humaines et matérielles, d'organiser et de réguler les compétitions qui permettent une telle mobilisation et une telle valorisation de sorte qu'émergent de nouveaux centres d'accumulation qui ne soient pas des satellites des centres mondiaux d'accumulation. Autrement dit, instaurer des compétitions centripètes qui accumulent leurs résultats au lieu de compétitions centrifuges qui les exportent dès qu'ils ont atteint un certain niveau. Le monde occidental a été déclassé dans ses propres pratiques internationales, où l'Orient se révèle supérieur. Il ne peut plus faire face à la compétition asiatique. Les nouveaux centres d'accumulation ont plus à offrir au reste du monde en échange de ses ressources naturelles. L'ingénieur oriental a pris la suite du travailleur et triomphe de l'ingénieur occidental. L'Occident coûte désormais trop cher au monde, il craint les compétitions et a espéré se réfugier dans la compétition technologique et militaire. Si au contraire, les rapports de dépendance mutuelle se substituent aux rapports de dépendance asymétriques avec une tendance à se généraliser, la compétition mondiale peut être modérée et ne pas s'exacerber. Ce qui exige la démultiplication des centres d'accumulation, une autre distribution de la production mondiale et de la compétitivité. Si la production mondiale devait rester concentrée autour de pôles et de zones inégalement répartis sur la planète et les rapports asy-

métriques rester la règle entre ces pôles et le reste du monde, la concurrence entre ces pôles s'exacerberait et les guerres civiles se multiplieraient à la suite de la divergence entre croissance démographique et croissance économique. L'Afrique qui va accumuler une large partie de la population mondiale va-t-elle pouvoir disposer de ses propres centres d'accumulation ? Ou va-t-elle être poussée à déverser ses populations sur les centres d'accumulation environnants ? Cette dernière option n'est pas soutenable. Et pour que la première se réalise, l'Afrique a besoin d'une certaine fermeture à la compétition extérieure et d'une certaine ouverture pour que puissent se déverser vers elle des capitaux des centres mondiaux d'accumulation. Nous ne sommes plus à l'ère où l'on pouvait penser que l'enrichissement des riches enrichirait les pauvres. La concentration de la richesse mondiale est repartie à la hausse. Le salut du monde que menace l'exacerbation de la compétition mondiale tient donc dans un déversement du capital vers l'Afrique, dans un renversement des flux de capitaux. Les anciens centres d'accumulation sont saturés. Afin que l'Afrique ne submerge pas l'Europe, ou s'enfonce dans les guerres civiles, l'Europe doit aller à l'Afrique et non s'ériger en forteresse. C'est là qu'est attendu l'universalisme de l'Occident, non dans de prétendues valeurs qu'il ne respecte pas. Le monde ne lui appartient plus, il appartient au monde. S'entêter dans son hégémonisme ne peut conduire qu'à une

bipolarisation dangereuse du monde. Le monde qui se resserre sur l'humanité (« limites planétaires ») ne peut plus tolérer les inégalités qui se creusent. Face au développement de nouveaux rapports d'interdépendance qui pourraient renverser les anciens rapports d'asymétrie, le monde occidental apparaît vulnérable. Pour s'adapter à ce changement, il se resserre, rompt les rapports d'interdépendance avec le monde non-occidental qui peuvent se transformer en sa défaveur. La guerre en Ukraine a rompu le rapport d'interdépendance entre la Russie et l'Allemagne, les USA n'ont pas cru, ou ne veulent tout simplement pas, que le rapport d'interdépendance de l'Allemagne à la Russie se transforme en rapport de dépendance de la Russie à l'Allemagne ou inversement. Ils ne veulent pas que la compétition transforme leurs rapports d'interdépendance ni en rapports de dépendance mutuelle ni de dépendance unilatérale. Ils ne veulent ni le renforcement de l'Allemagne ni celui de la Russie. Ils veulent rester le centre du monde qu'ils croyaient être devenus avec la fin de l'Union soviétique, ils ne veulent pas que l'Allemagne s'engage, au travers de ses rapports d'interdépendance, dans une compétition qui approfondisse ses rapports avec la Russie et la Chine. Ils ne veulent pas que l'Allemagne sorte de sa vassalité.

A suivre

(*) Enseignant chercheur en retraite, Faculté des Sciences économiques, Université Ferhat Abbas Sétif ancien député du Front des Forces Socialistes (2012-2017), Béjaïa.

BCT

Les avoirs nets en devises repartent à la hausse

Selon les données publiées vendredi par la Banque centrale de Tunisie (BCT), les avoirs nets en devises ont atteint le 3 novembre 25315 millions de dinars (113 jours d'importation) contre un montant de 25058,6 millions de dinars (112 jours d'importation) enregistré en date du 2 novembre. Le niveau des avoirs nets en devises dépassent de 11 jours d'importation par rapport au niveau enregistré à la même date de 2022 (22714,2 millions de dinars). Pour rappel, au début de semaine écoulée, les avoirs nets en devises ont chuté de sept jours d'importation suite au remboursement de la Tunisie d'un crédit Eurobond contracté en 2018 et d'un montant de 500 millions d'euros d'un taux d'intérêt de 6,75%.

LIBYE

AGOCO relance un puits pétrolier hors service depuis 22 ans

Le puits DD21-80 localisé dans le champ pétrolifère de Misla situé en Libye est de nouveau en production après 22 ans d'inactivité. L'information a été annoncée, vendredi 27 octobre, par la National Oil Corporation (NOC). D'après l'entreprise d'Etat, l'infrastructure pétrolière affiche un niveau de production d'huile d'environ 1 510 b/j. La NOC n'a pas communiqué sur le potentiel du puits et ses perspectives à court et moyen termes. La société publique a toutefois expliqué que ce résultat est rendu possible grâce à l'utilisation de techniques de forage avancées, en l'occurrence la méthode de forage dirigé. Ce nouveau développement devrait participer au plan des autorités libyennes, d'optimiser la production de brut de la Libye, à court et moyen terme.

MAROC

Record historique du taux de chômage, les jeunes en première ligne

Le Haut-Commissariat au Plan (HCP) a publié des données inquiétantes concernant l'augmentation du taux de chômage, dans une note d'information sur la situation du marché du travail au Maroc.

Selon la note d'information, on apprend qu'entre le troisième trimestre 2022 et le troisième trimestre 2023, le taux de chômage a connu une augmentation significative de 2,1 points, passant ainsi de 11,4 % à 13,5 %, un record historique pour le royaume. Cette hausse touche à la fois les zones rurales et urbaines. Le chômage augmente de 1,8 point en milieu rural pour atteindre 7 %, et de 2 points en milieu urbain, culminant à 17 %. En chiffres absolus, le nombre de chômeurs a augmenté de 18 %, touchant 1,625 million de personnes.

La même source indique que parmi les groupes démographiques les plus durement touchés par cette augmentation du chômage, figurent les jeunes âgés de 15 à 24 ans, qui sont en première ligne. Leur taux de chômage a augmenté de manière alarmante de 6,5 points, atteignant un taux préoccupant de 38,2 %. Les personnes âgées de 25 à 34 ans ne sont pas en reste, avec une hausse de 2,5 points, soit un taux de chômage de 20,9 %.

Cette tendance affecte aussi bien les hommes, dont le taux de chômage a augmenté de 2,2 points, atteignant 11,7 %, que les femmes, dont le taux de chô-



mage s'établit à 19,8 %. Par ailleurs, l'analyse des données montre une évolution dans la durée de la période au chômage. Ainsi, au cours des neuf premiers mois de 2023, la proportion de personnes récemment confrontées au chômage a augmenté. Le taux de personnes étant au chômage depuis moins d'un an est passée à 33,7 %,

contre 31 % à la même période l'année précédente. Néanmoins, la durée moyenne du chômage a légèrement diminué, passant de trente-trois à trente-et-un mois. Entre le troisième trimestre 2022 et le troisième trimestre 2023, le taux de chômage est passé de 11,4 % à 13,5 %.

EN RAISON DE L'INFLATION ET DES PÉNURIES D'APPROVISIONNEMENT

L'activité non pétrolière de l'Égypte se contracte en octobre

Le secteur privé non pétrolier égyptien s'est contracté pour le 35e mois consécutif en octobre, l'inflation, les problèmes de chaîne d'approvisionnement et le manque d'accès aux devises étrangères continuant de peser sur l'activité des entreprises, selon une enquête publiée dimanche. L'indice S&P Global Purchasing Managers' Index (PMI) est tombé à 47,9 contre 48,7 en septembre, glissant encore sous le seuil de 50,0 qui sépare la croissance de la contraction. "L'indice PMI égyptien indique la plus forte détérioration de la conjoncture non pétrolière depuis cinq mois en octobre", a déclaré David Owen, économiste chez S&P Global. "Une baisse plus rapide du volume des nouvelles affaires



et une faiblesse soutenue de la production ont été enregistrées alors que les pénuries d'approvisionnement et l'in-

flation ont continué à mordre, conduisant les entreprises à faire leurs premières réductions de personnel et de ni-

veaux de stocks depuis juillet." Le sous-indice des nouvelles commandes a reculé de 47,6 à 47,1, tandis que l'indice du carnet de commandes a glissé de 53,1 à 50,6, ce qui constituait sa valeur la plus élevée depuis le début de l'enquête PMI en avril 2012. "Les panélistes de l'enquête ont souligné les vents contraires persistants à la demande dus à la hausse des prix, à la faiblesse des devises et aux problèmes d'approvisionnement", a déclaré S&P Global. Le sous-indice de la production a quant à lui grimpé à 46,4 contre 45,7 en septembre, tandis que le sous-indice des prévisions de production a augmenté à 56,4, son plus haut niveau en 10 mois, contre 53,0 en septembre.

COOPÉRATION SINO-QATARIE

Signature d'un accord de fourniture de GNL sur 27 ans

La Chine a conclu un nouvel accord sur le gaz naturel liquéfié avec le Qatar, d'une durée de plusieurs décennies, dans le but de sauvegarder sa sécurité

énergétique. China Petroleum & Chemical Corporation a signé un accord de gaz naturel liquéfié d'une durée de 27 ans avec QatarEnergy, a annoncé

samedi la société du Golfe. Cette décision s'ajoute à la récente vague de nouveaux contrats de ce pays du Golfe en provenance d'Europe et d'Europe.

AFRIQUE/ COMMERCE ÉLECTRONIQUE

Le chiffre d'affaires augmentera de 10,4% par an jusqu'en 2027, à 59,18 milliards \$

Bien qu'un nombre important de plateformes africaines de commerce électronique peinent encore à atteindre la rentabilité, les perspectives du secteur restent prometteuses dans un contexte marqué par la numérisation des paiements, la mise en œuvre de la Zone de libre-échange continentale africaine et le développement du paiement différé.

Le chiffre d'affaires global des plateformes de commerce électronique actives en Afrique devrait atteindre 59,18 milliards de dollars en 2027 contre 32,49 milliards seulement en 2022 et 13,58 milliards en 2018, a estimé le cabinet de conseil en économie numérique TechCabal Insights dans un rapport publié le 12 octobre.

Intitulé « Future of Commerce : Outlook for 2024 », le rapport indique que ce chiffre d'affaires devrait enregistrer une croissance de 10,4% en moyenne par an entre 2023 et 2027, grâce notamment à la hausse du nombre d'acheteurs en ligne, à la multiplication des plateformes de e-commerce et à l'augmentation de la population du continent.

Entre 2023 et 2027, le nombre d'acheteurs en ligne africains augmentera de 17,9 % en moyenne par an. Il atteindra 609,3 millions d'acheteurs en 2027 contre 387,5 millions d'acheteurs en 2022.

Par conséquent, le taux d'adoption du commerce électronique sur le continent devrait passer de 32% en 2022 à 44% en 2027, enregistrant ainsi une progression de 12 points de pourcentage sur cinq ans. Les principaux facteurs qui contribueront à cette augmentation sont la hausse du nombre d'utilisateurs de l'Internet mobile et l'adoption croissante des services financiers numériques comme le mobile money et l'Internet Banking.

Avec des ventes qui passeront de 13,93 milliards de dollars en 2023 à 20,08 milliards de dollars en 2025, le segment de l'électronique sera le moteur de la croissance du chiffre d'affaires global du commerce électronique sur le continent au cours des prochaines années.

Viennent ensuite les segments des articles de mode, dont les ventes at-



teindront 11,44 milliards de dollars en 2025 contre 8,46 milliards en 2023, des jouets & loisirs, des soins personnels et des meubles.

Des perspectives encourageantes

Le rapport révèle d'autre part que 129 start-ups africaines spécialisées dans le commerce en ligne ont réalisé des levées de fonds d'un montant cumulé de 948,5 millions de dollars entre le 1er janvier 2019 et le 30 juin 2023. La plus grosse levée de fonds a été réalisée par la plateforme kényane de commerce électronique de produits alimentaires Wasoko (125 millions de dollars). Malgré ces levées de fonds, un nombre important de ces jeunes

pousses font face à de grandes difficultés opérationnelles et peinent à atteindre la rentabilité. Ainsi, Zumi, Wabi et Sendy ont mis la clef sous la porte alors que Copia Global, Twiga Foods et Marketforce ont licencié respectivement 700, 494 et 54 employés depuis début 2022.

Pour sa part, Jumia ne parvient pas à atteindre le stade de la rentabilité malgré un programme agressif de réduction de ses charges, en raison notamment de la hausse de l'inflation sur l'ensemble des marchés où elle opère. Les pertes enregistrées au cours des premières années d'existence des plateformes de e-commerce ne sont pas cependant spécifiques aux jeunes pousses afri-

caines. Il a fallu, en effet, huit ans au géant américain Amazon pour devenir une entreprise rentable.

Le rapport souligne par ailleurs que les perspectives des start-ups africaines opérant dans le secteur du commerce électronique restent prometteuses durant les prochaines années. D'autant plus qu'elles devraient tirer profit de l'essor du secteur des paiements électroniques sur le continent, de l'amélioration des infrastructures et des capacités logistiques après la mise en œuvre de la Zone de libre-échange continentale africaine (Zlecaf), et du développement continu du paiement différé (Buy-Now-Pay-Later/BNPL), qui doit permettre de

réduire les effets néfastes du manque d'accès au crédit.

CAMEROUN

Chiffres et états de remboursement de la dette publique à fin septembre 2023

Les emprunts contractés par le Cameroun ont principalement financé des projets structurants. Le niveau d'endettement du pays reste en dessous du critère de convergence CEMAC qui prescrit un seuil de dette publique inférieur à 70% du PIB.

Le Cameroun a décaissé 98,1 milliards FCFA en septembre 2023 pour éponger sa dette publique, hors restes à payer et remboursement des bons du Trésor assimilables (BTA). L'information émane de la note conjoncturelle du 30 octobre émise par la Caisse autonome d'amortissement, l'organisme en charge de la gestion de la dette publique. 70,5 milliards FCFA ont été consacrés à la dette extérieure et 27,7 milliards à la dette intérieure, soit un ratio de 73,6% à 26,4%.

De janvier à septembre 2023, le Cameroun a décaissé 896,1 milliards FCFA au titre du service de la dette, dont 76,7% de remboursement du principal et 23,3% de remboursement d'intérêts et commissions. 642,7 milliards FCFA sont allés à la dette

extérieure et 253,4 milliards à la dette intérieure.

La CAA précise ne plus avoir le moindre arriéré de paiement concernant la dette extérieure. Cela n'a pas empêché les agences de notation Standard and Poor's et Moody's de baisser il y a quelques mois la note camerounaise pour des retards de paiement de sa dette bilatérale, ce qui crée le risque de voir le taux d'intérêt sur les futurs emprunts se relever.

Mais son DG, Adolphe Noah Ndongo, rassure : « Malgré cette notation, les acteurs financiers, tant au niveau national qu'international, continuent de faire confiance au Cameroun » a-t-il déclaré dans une interview accordée à Cameroon Tribune, assurant que le pays continuera à honorer ses engagements. Pour le 3ème trimestre 2023, il est prévu de rembourser 386,8 milliards FCFA, dont 306,4 milliards pour la dette extérieure et 80,4 milliards pour la dette intérieure.

L'encours de la dette du secteur public à la date du 30 septembre 2023 est d'environ

12 510 milliards FCFA selon la CAA. Représentant 43,9% du PIB camerounais, il est en hausse de 1,4% par rapport à août 2023. Une hausse favorisée par l'augmentation de la dette de l'administration centrale, qui fait à elle seule 92,9% de l'encours. Fin septembre, elle s'élevait à 11 623 milliards FCFA (soit à 40,8% du PIB). « Cette augmentation en glissement trimestriel s'explique par la comptabilisation des titres publics de 176,7 milliards FCFA émis par adjudications en juin et juillet 2023 », soutient la CAA. Investir au Cameroun note par ailleurs que l'encours de la dette de l'administration centrale se répartit en 70,4% de dette extérieure et 29,6% de dette intérieure, incluant les restes à payer de plus de 3 mois.

« En vérité, nous disposons d'une marge d'endettement substantielle pour financer d'autres projets et programmes d'investissements porteurs de croissance » a ajouté rassuré Adolphe Noah Ndongo.

GUINÉE ÉQUATORIALE China Baowu Steel Group envisage investir 200 millions \$ dans la sidérurgie

Le groupe chinois a fait part de son intention de s'implanter en Guinée équatoriale lors de la visite effectuée par le vice-président Teodoro Nguema Obiang Mangue à Pékin, avant de dépecher une délégation composée de hauts cadres à Malabo. Le groupe sidérurgique chinois China Baowu Steel Group envisage d'investir 200 millions de dollars en Guinée équatoriale, a annoncé Teodoro Nguema Obiang Mangue, le vice-président de ce pays d'Afrique centrale jeudi 2 novembre. « Lors du dernier voyage d'Etat du vice-président, Teodoro Nguema Obiang Mangue, en Chine, Baowu Steel Group Corporation a exprimé sa volonté d'investir dans la transformation des métaux en Guinée équatoriale. En relation avec cette volonté, M. Obiang Mangue a rencontré mercredi 1er novembre une délégation de hauts cadres du groupe chinois qui a fait part de son intention d'investir 200 millions de dollars dans notre pays », a précisé le fils du président Teodoro Obiang Nguema Mbasogo sur son compte X (ex-Twitter). M. Obiang Mangue, qui avait effectué une visite à Pékin en juillet dernier, n'a pas fourni plus de précisions sur ce projet. Il a cependant annoncé l'arrivée du président de China Baowu Steel Group à Malabo le 13 novembre prochain, pour approfondir les discussions sur l'implantation du groupe dans le pays.

CAC 40

Pourquoi les lourdes punitions se multiplient à la bourse de Paris

De nombreux plongeurs vertigineux ont été enregistrés sur le CAC 40 et sur d'autres sociétés de taille importante. La liquidité des marchés plus faible, la concurrence des obligations ainsi que le contexte géopolitique sont autant d'éléments qui favorisent la nervosité du marché. Et amplifient donc ces sanctions.

La saison des résultats de cet automne 2023 a quelque peu des allures de "musée des horreurs" ou de train fantôme, c'est selon. Au sein du CAC 40, Alstom a plongé début octobre de près de 38% sur une séance, après avoir lancé un lourd avertissement sur sa génération de trésorerie. Worldline a perdu 59% sur une journée la semaine dernière, après avoir sabré ses objectif 2023 et mis de coté ses perspectives à l'horizon 2024. Ces deux groupes constituent, certes, deux des capitalisations les moins importantes du CAC 40. Mais Sanofi a ensuite démontré que les poids lourds ne sont pas à l'abri de lourdes sanctions de la part du marché. Le groupe pharmaceutique a sombré de 19% la semaine dernière, à la suite de résultats inférieurs aux attentes couplés à des indications très décevantes sur son bénéfice pour l'an prochain et un abandon d'une cible de marges pour 2025. N'oublions pas non plus les chutes hors CAC 40: le spécialiste des principes actifs pour l'industrie pharmaceutique Euroapi a perdu 59% sur une séance à la suite d'un avertissement sur résultats qui a vraisemblablement coûté son poste à son directeur général, Karl Rothier, remercié la semaine dernière. Plastic Omnium, un équipementier automobile pourtant solide, a perdu 22,8% sur une séance, à la suite de l'abaissement de ses perspectives annuelles. Précisons aussi qu'il ne s'agit pas d'un mal français: le groupe de paiements néerlandais Adyen avait chuté de plus de près de 40% à la Bourse d'Amsterdam à la suite de résultats décevants, cet été. L'allemand Siemens Energy a lui perdu à deux reprises plus de 30% cette année, en raison d'un problème technique sur des composants d'éoliennes, en juin, puis, en octobre, à la suite d'informations de presse rapportant que la société cherchait une aide sous forme de garanties bancaires, ce que le groupe a ensuite confirmé. Dans le même secteur le danois Orsted s'est effondré mercredi de 25,7% après avoir abandonné un projet de fermes éoliennes offshore aux Etats-Unis et annoncé une lourde dépréciation d'actifs. Si les déceptions méritent sanction, ces dégringolades posent la question de la nervosité du marché et d'une certaine exagération. Le bureau d'études indépendant AlphaVa-

lue a ainsi jugé "injustifié" le plongeon de Sanofi, le groupe étant selon lui victime d'une panique boursière. Ce constat a été partagé, mardi, par la banque HSBC. Le directeur général de Worldline, Gilles Grapinet, qui ne commente d'ordinaire pas les réactions des investisseurs, a assuré à L'Agefi et aux Echos que la chute de l'action de son entreprise revenait à "complètement oublier à la fois les fondamentaux de (sa) société comme de son marché". "On a aujourd'hui peut-être un peu d'exagération, 'un overshooting' ", a convenu Mabrouk Chetouane, responsable de la stratégie globale de marché pour Natixis Investment, dans BFM Bourse. A quoi peuvent être dues cette nervosité du marché et la dureté des sanctions infligées aux entreprises qui déçoivent? Voici quelques éléments d'explication.

Une liquidité qui se réduit et accentue les variations
La liquidité reste un facteur déterminant qui a peut-être tendance à être négligé, alors qu'elle permet de modérer les mouvements d'un actif donné. Sur le marché des changes, probablement le marché le plus liquide au monde (on parle de 7.500 milliards de dollars par jour de transactions), les grandes paires, comme l'euro-dollar ou la livre-dollar ne connaissent que rarement des variations de plus de 1%. A contrario, sur les très petites capitalisations, des mouvements de 50% - même sur une journée sans aucune actualité - sont monnaie courante. Or la liquidité baisse sur les marchés. "Depuis quelques mois la liquidité de marché se réduit, tout simplement parce que les banques centrales comme la Banque centrale européenne et la Réserve fédérale américaine (Fed) ont mis en place des politiques monétaires restrictives et commencent à réduire leur bilan, ce qui diminue (cette) liquidité du marché. Les actions ont dans ce contexte moins de support", développe Vincent Juvyns, global market strategist chez JP Morgan. Si ce mécanisme affecte l'ensemble des marchés actions, les places européennes semblent plus durement touchées. Barclays notait ainsi fin octobre que si, sur l'ensemble de l'année, les marchés actions enregistrent des flux positifs et donc une collecte, le chiffre global est lesté par une décollecte

en Europe. "Il y a effectivement un marché qui est peut-être en train d'être déserté", expliquait la semaine dernière sur BFM Bourse, Romain Daubry responsable marchés dérivés et membre de la cellule info d'Experts chez Bourse direct. "On l'évoque depuis septembre, il n'y a plus d'intérêt sur l'Eurostoxx (l'indice paneuropéen, NDLR) avec 3 millions de contrats

ouverts contre de plus de 4 millions en moyenne habituellement, cela veut dire que les carnets d'ordres sont vides. Après, il y a le constat de ce qui se produit valeur par valeur, mais des écarts aussi brutaux cela traduit des carnets d'ordres vides, cela traduit de la spéculation qui intervient et qui amplifie ces mouvements, et cela traduit le désintérêt complet des opérateurs pour le marché", développait-il.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 02 Novembre 2023
Valeur : 06 Novembre 2023

BASE	DEVICES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		135.6104	135.6254
1	EUR	EURO		143.7470	143.8172
1	GBP	POUND STERLING		164.9962	165.0346
100	JPY	JAPANESE YEN		90.0587	90.0866
1	CNY	CHINESE YUAN		18.5280	18.5303
1	CHF	SWISS FRANC		149.8954	149.9783
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		97.9490	97.9882
1	DKK	DANISH KRONE		19.2620	19.2661
1	SEK	SWEDISH KRONA		12.1701	12.1742
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		12.1876	12.1935
1	AED	UAE DIRHAM		36.9199	36.9270
1	SAR	SAUDI RIYAL		36.1474	36.1571
1	KWD	KUWAITI DINAR		438.5847	438.7752
1	TND	TUNISIAN DINAR		42.3633	42.7891
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		13.1433	13.1448
1	LYD	LIBYAN DINAR		27.6114	27.7528
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.5706	3.5710
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		177.5341	177.5341

BOURSE

Foxconn maintient ses prévisions de ventes élevées pour la fin de l'année

Le groupe taïwanais Foxconn, le plus grand fabricant mondial d'électronique en sous-traitance et l'un des principaux fournisseurs d'Apple, a maintenu dimanche ses prévisions de fortes ventes pour les fêtes de fin d'année et a déclaré que les clients achetaient bien en Chine et aux Etats-Unis. Le quatrième trimestre est traditionnellement la période la plus chaude pour les entreprises technologiques taïwanaises, qui s'efforcent de fournir des smartphones, des tablettes et d'autres produits électroniques à des fournisseurs majeurs tels qu'Apple pour les fêtes de fin d'année sur les marchés occidentaux. Foxconn a déclaré dans un communiqué que la seconde moitié de l'année étant une "saison de pointe traditionnelle" pour les produits technologiques grand public, les opérations "s'intensifieront de manière séquentielle", s'en tenant à ses perspectives

données le mois dernier. "Les perspectives de croissance significative au quatrième trimestre par rapport au troisième trimestre restent inchangées", a ajouté l'entreprise, sans donner plus de détails. Foxconn, anciennement appelé Hon Hai Precision Industry Co Ltd, a déclaré que son chiffre d'affaires avait atteint 741,2 milliards de dollars taïwanais (23,09 milliards de dollars), le deuxième plus élevé jamais enregistré en octobre, en baisse de 4,56 % en glissement annuel, à partir d'une base élevée, et en hausse de 12,2 % par rapport au mois de septembre. Le chiffre d'affaires de ses produits électroniques grand public intelligents, y compris les smartphones, a connu une croissance "significative" d'un mois sur l'autre grâce à la demande de nouveaux produits et à l'approche de la Journée des célibataires en Chine ce mois-ci et des vacances de

Thanksgiving aux États-Unis, a déclaré Foxconn.

L'entreprise est le plus grand assembleur d'iPhone d'Apple.

Apple, qui a lancé en septembre une nouvelle série d'iPhone, a annoncé jeudi des prévisions de ventes pour les fêtes de fin d'année qui n'ont pas été à la hauteur des attentes de Wall Street (), en raison de la faiblesse de la demande d'iPads et de produits portables. Foxconn publiera ses résultats du troisième trimestre le 14 novembre, date à laquelle elle donnera plus de détails sur ses perspectives. Les actions de Foxconn cotées à Taipei ont clôturé en baisse de 1,2 % vendredi avant la publication des ventes d'octobre, contre un gain de 0,7 % pour le marché plus large. Les actions de Foxconn ont baissé de 4% cette année, ce qui lui donne une valeur de marché de 41,5 milliards de dollars.

PERTES ÉCONOMIQUES À L'UE

Les sanctions antirusse ont coûté 1 500 milliards de dollars

Selon le vice-ministre russe des Affaires étrangères, les pertes économiques pour les pays européens engendrées par les sanctions antirusse se chiffrent à environ 1 500 milliards de dollars.

«Les pertes de l'Union européenne dues aux sanctions et aux décisions économiques visant à réduire la coopération avec la Russie s'élèvent à environ 1 500 milliards de dollars», a déclaré ce 3 novembre le vice-ministre russe des Affaires étrangères Alexandre Grouchko. «Et ce sont des estimations a minima», a insisté le responsable russe, en marge du 16e Forum économique de Vérone, qui se tenait à Samarcande, en Ouzbékistan. «En 2013, le volume des échanges entre l'UE et la Fédération de Russie s'élevait à 417 milliards de dollars», a rappelé Alexandre Grouchko, avant d'estimer que «compte tenu de leur dynamique, il pourrait s'élever à 700 milliards». Or, a-t-il ajouté, «en 2022, après l'introduction des sanctions, il était de 200 milliards et de 46 milliards pour les six premiers mois de 2023, ce qui veut dire qu'il n'atteindra pas 100 milliards sur l'année». Des échanges UE-Russie réduits comme peau de chagrin Les chiffres de la Commission européenne avancent quant à eux que le volume des importations de l'UE depuis la Russie a chuté de 84% entre février 2022 et juin 2023, passant de 21,2 à 3,3 milliards d'euros. Le vice-ministre russe a poursuivi en prédisant que ces échanges commerciaux pourraient chuter à «moins de 50 milliards l'an prochain, voire tendre vers zéro par



la suite». Toujours sur la période de février 2022 à juin 2023, selon les chiffres d'Eurostat datant du 1er septembre, la part de la Russie dans les importations de l'UE avait chuté en passant de 9,6% à 1,7%. En parallèle, la part de la Russie dans les exportations de l'UE atteignait à peine 1,4%, contre 3,8% avant le

début du conflit. «L'UE s'est tirée une balle dans les poumons», selon Orbán. Depuis 2014, l'Union européenne s'est montrée particulièrement active dans la mise en place de sanctions économiques contre la Russie. En février 2023, selon le Centre européen pour l'économie politique internationale (ECEPI),

Bruxelles était à l'origine de près de la moitié des 10 971 sanctions en vigueur contre Moscou. Au sein du bloc occidental, rares sont les voix critiques à l'égard de ces sanctions. «L'économie européenne s'est tirée une balle dans les poumons et est asphyxiée», avait dénoncé dès juillet 2022 le Premier ministre hongrois Viktor Orbán, en référence à l'impact des sanctions européennes contre la Russie, estimant qu'elles avaient «eu un effet contraire». Depuis la mise en place de ces sanctions en 2014, renforcées considérablement en 2022, le Kremlin a progressivement déployé une politique de diversification de ses partenaires commerciaux, notamment afin de rediriger ses ressources naturelles vers d'autres zones géographiques. Cette politique s'illustre notamment dans l'implication grandissante de la Russie au sein d'un millefeuille de partenariats régionaux, allant de l'Union économique eurasiatique aux BRICS en passant par les Nouvelles routes de la Soie, comme l'a dernièrement illustré la visite de Vladimir Poutine à Pékin. Ce 3 novembre, à l'annonce de nouvelles sanctions américaines, Dmitri-Peskov a déclaré que ces mesures posaient «certes certains problèmes». «Mais nous avons appris à les surmonter», a ajouté le porte-parole du Kremlin.

SÉCURITÉ ÉNERGÉTIQUE

Les pays de l'UE augmentent leurs importations de GNL russe

L'Espagne et la Belgique ont augmenté leurs importations de gaz naturel liquéfié (GNL) russe de 50 % en 2023 par rapport à l'année dernière, selon l'Institut d'économie de l'énergie et d'analyse financière (IEEFA). Dans un rapport, le groupe de réflexion a déclaré que l'écart entre la capacité de GNL de l'UE et la demande avait continué de se creuser, entraînant une augmentation des importations en provenance de Russie. Les importations européennes de GNL russe entre janvier et septembre sont restées stables par rapport à la même période en 2022, écrit l'IEEFA, ajoutant que les terminaux en Bel-

gique et en France ont continué à expédier du GNL en provenance du projet russe Yamal. L'UE a dépensé 41 milliards d'euros (44 milliards de dollars) en importations de GNL entre janvier et juillet 2023, les États-Unis (17,2 milliards d'euros), la Russie (5,5 milliards d'euros) et le Qatar (5,4 milliards d'euros) étant les principaux bénéficiaires, indique le rapport.

«La baisse de la demande de gaz remet en question le discours selon lequel l'Europe a besoin davantage d'infrastructures GNL pour atteindre ses objectifs de sécurité énergétique. Les données montrent que ce n'est pas le cas», a déclaré Ana Maria Jaller-Makarewicz, ana-

lyste de l'IEEFA. «Malgré des progrès significatifs dans la réduction de la consommation de gaz, les pays d'Europe risquent de renoncer à leur dépendance à l'égard des gazoducs russes contre un système de GNL redondant qui expose davantage le continent à la volatilité des prix», a-t-elle ajouté.

L'UE a interdit les importations de pétrole maritime russe depuis le début du conflit ukrainien et a considérablement réduit les expéditions de gaz par gazoduc en provenance de Moscou. Cependant, le GNL n'est jusqu'à présent pas autorisé malgré les appels répétés d'un certain nombre de responsables européens.

AVANT L'ÉLARGISSEMENT

Le commerce des BRICS s'accélère à hauteur de 56 %

Les cinq membres actuels du groupe BRICS ont augmenté leurs échanges commerciaux de 56 % entre 2017 et 2022, atteignant un chiffre d'affaires d'environ 422 milliards de dollars l'année dernière. Les BRICS comprennent actuellement le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud, mais seront rejoints par l'Argentine, l'Égypte, l'Éthiopie, l'Iran, l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis en janvier prochain. La décision d'accepter les nouveaux membres a été prise lors du sommet du groupe en août à Johannesburg. Selon les estimations des analystes, le groupe élargi représentera près de la

moitié de la production mondiale d'ici 2040, soit le double de la part du Groupe des Sept (G7), composé des États-Unis, du Canada, du Royaume-Uni, de la France, de l'Italie, de l'Allemagne et du Japon. Plus tôt cette année, le président russe Vladimir Poutine a affirmé que les BRICS dépassaient déjà les États du G7 en termes de parité de pouvoir d'achat (PPA) de leurs populations. Les experts prévoient que le produit intérieur brut (PIB) combiné des BRICS élargis en termes de PPA s'élèvera à environ 65 000 milliards de dollars. Cela ferait passer la part du groupe dans le PIB mondial de 31,5 % actuellement à 37 %. En com-

paraissant, la part du G7 se situe actuellement autour de 29,9 %. Les BRICS étaient à l'origine «BRIC», un terme inventé par des économistes utilisant la première lettre de quatre nations – le Brésil, la Russie, l'Inde et la Chine – considérées comme ayant le potentiel de dominer l'économie mondiale au 21e siècle. Ces pays se sont réunis pour la première fois en 2006 et ont ensuite accueilli l'Afrique du Sud en tant que nouveau membre, ajoutant la lettre «S» à l'acronyme. Créé à l'origine en grande partie dans le but de mettre en évidence les opportunités d'investissement parmi ses membres, le groupe est devenu un instrument déterminant dans la

construction d'un nouvel ordre mondial «multipolaire» qui contribuera à donner une voix plus forte aux pays du Sud. En 2014, le groupe BRICS a lancé son propre prêteur international, la Nouvelle Banque de Développement (NDB), considérée comme une alternative aux institutions financières dominées par les États-Unis, comme le FMI et la Banque mondiale. Il finance des projets d'infrastructures et de développement durable. La banque a officiellement ouvert ses portes en 2015 et a ensuite été rejointe par le Bangladesh, les Émirats arabes unis, l'Égypte et l'Uruguay.

REMONTÉE DU
CHÔMAGE EN
ZONE EURO

L'Espagne et la Grèce enregistrent les taux les plus élevés

Le taux de chômage dans la zone euro repart en septembre avec une augmentation de 0,1 point par rapport au mois précédent. Pas de quoi s'alarmer pour autant, le taux était à un plus bas historique en août.

Le taux de chômage dans la zone euro a remonté de 0,1 point en septembre sur un mois, à 6,5% de la population active, après un plus bas historique le mois précédent, selon des données d'Eurostat, publiées ce vendredi 3 novembre.

Pour rappel, l'indicateur s'était établi en août 6,4%, un niveau déjà enregistré en juin et qui constitue son plus bas niveau depuis que l'office européen des statistiques a commencé à compiler cette série, en avril 1998, pour les pays ayant adopté la monnaie unique. Pour l'ensemble de l'Union européenne, le taux de chômage s'est élevé en septembre à 6%, exactement au même niveau qu'en juin, juillet et août, a précisé Eurostat.

Le chômage a nettement baissé en Europe depuis la mi-2021, grâce à la forte reprise économique post-Covid qui a succédé à une récession historique due à la pandémie. Malgré une stagnation de l'activité économique dans la zone euro à partir de fin 2022, alimentée par les conséquences de la guerre en Ukraine et la flambée de l'inflation, le chômage a poursuivi son recul avant de se stabiliser depuis le printemps à un niveau inédit en un quart de siècle.

Malgré tout, le Portugal voit son taux de chômage augmenter à 6,5% en septembre, contre 6,2% le mois précédent. Même son de cloche en Italie (7,4% en septembre). Le taux de chômage a atteint 7,3% en France, inchangé par rapport à août. Il s'est établi à 3% en Allemagne, comme durant les quatre mois précédents. Les taux les plus faibles de l'UE ont été enregistrés en République tchèque (2,7%), à Malte (2,8%) et en Pologne (2,8%). Les plus élevés ont été relevés en Espagne (12%, en hausse de 0,1 point sur un mois) et en Grèce (10%, en recul de 0,6 point).

VOLVO EX30

Pourquoi le SUV électrique devrait être 5 000 euros moins cher en 2025 ?

Volvo va rapatrier la production de son EX30 en Europe pour permettre à sa voiture électrique la moins chère d'être éligible au bonus écologique.

C'est l'un des véhicules les plus attendus de cette fin d'année et une ombre plane autour de sa sortie. L'EX30, le « petit SUV abordable » de Volvo devrait être commercialisé entre la fin de l'année 2023 et le début de 2024. Les pré-commandes se sont ouvertes à la fin de l'été, ce qui a permis aux plus convaincus de se jeter sur les premiers modèles disponibles. Pour les autres, et notamment ceux qui attendent les conclusions des premiers essais pour savoir si l'EX30 tient ses promesses, la mauvaise surprise est tombée en même temps que la rentrée : l'EX30 comme la plupart des voitures électriques fabriquées en Chine ne sera pas éligible au bonus écologique.

Dès lors, son prix de départ de 32 500 euros, bonus de 5 000 inclus, pour la version dotée d'une batterie de 51 kWh, passe à 37 500 euros, le tarif classique sans aide de l'état. Idem pour les version longue autonomie dotée d'une batterie de 69 kWh et capable a priori de rouler pendant 476 km avant de passer par la case recharge (cycle WLTP). Vendue à partir de 45 000 euros, celle-ci aurait pu s'afficher à 40 000 euros, voir 38 000 pour les ménages pour lesquels le bonus s'élève à 7 000 euros. En revanche.

Une poignée d'heureux élus

Oui mais voilà, entre temps, une mesure gouvernementale est passée par là et les

TEST DU HYUNDAI KONA ELECTRIC (2023)**L'un des meilleurs SUV du marché, mais il y a un hic**

Pour tester le nouveau Kona électrique, nous sommes allés le chercher là où il est fabriqué. Dans une usine d'Ostrava en République tchèque. Véritable succès commercial et critique, le Hyundai Kona électrique, premier du nom, tire sa révérence. Son remplaçant : le nouveau Kona est entré en production il y a quelques semaines et promet son lot d'améliorations. Au jeu du restylage qui consiste parfois à légèrement modifié la signature optique d'une voiture à succès, on peut dire que Hyundai a établi un nouveau record en modifiant en grande partie son modèle d'entrée de gamme électrique.

Pour découvrir ce nouveau Kona, nous avons été jusqu'à la source du SUV, non pas les studios de design en Corée, mais l'usine où il est fabriqué, près de Nosovice en République tchèque. C'est d'ailleurs, l'un des arguments majeurs de cette nouvelle version du SUV coréen. Fabriqué quasi intégralement en Europe, même pour les batteries qui viennent de l'autre côté de la frontière polonaise, le Kona électrique disposera à coup sûr du nouveau bonus écologique qui sera mis en place au 1er janvier 2024.



règles d'attribution du bonus écologique pour la voiture électrique s'en sont trouvées modifiées. Selon nos informations, les premiers acheteurs du Volvo EX30, ceux qui l'ont pré-commandé dès son officialisation cet été vont pouvoir bénéficier du bonus avant l'entrée en vigueur de la nouvelle réglementation le 1er janvier 2024. Nous avons également appris qu'environ 300 à 350 EX30 pourraient être livrés en France avant le 15 mars 2024, date d'entrée en vigueur du nouveau bonus. Il serait donc encore possible d'avoir l'EX30 à prix réduit.

Pour ceux qui attendraient un peu plus longtemps et les autres qui le commanderaient dans les prochains mois, le bonus ne pourra sans doute pas être appliqué. Dès lors la facture grimpera automati-

quement de 5 000 euros. En effet, les nouvelles règles attribuent à chaque véhicule un « score environnemental » en fonction du bilan carbone lié à sa fabrication et à sa livraison. Pour les voitures fabriquées hors d'Europe, et en Chine plus particulièrement, le score nécessaire pour espérer le bonus semble impossible à atteindre. Dès lors, l'EX30 fabriquée par le Chinois Geely, sort du dispositif d'aide de l'Etat.

Volvo va chercher le bonus

Cette sortie, si elle devait gréver quelque peu le début de carrière du SUV électrique de Volvo pourrait bien être temporaire. En effet, la marque suédoise, propriété du géant automobile chinois a trouvé la parade pour remettre son EX30

dans le dispositif du bonus. L'entreprise va rapatrier la production de son SUV en Europe, dans son usine de Gand en Belgique. « Notre ambition est de vendre l'EX30 dans le monde entier à un prix attractif, ce qui facilitera la transition vers la conduite d'une voiture électrique Volvo pour un plus grand nombre de personnes tout en contribuant aux marges de l'entreprise » a déclaré Jim Rowan, directeur général de Volvo Cars. « L'ajout de la production à Gand est une décision logique, car nous souhaitons répondre à la forte demande pour nos véhicules électriques ».

Quand faut-il acheter son Volvo EX30

Cette décision stratégique va apporter un léger flou sur le prix du Volvo EX30 pendant quelques mois. En effet, plusieurs mois seront nécessaires pour préparer les lignes de production de l'usine de Gand. Pendant cette période, l'EX30 sera vendu, bien sûr, mais toujours fabriqué en Chine. En l'occurrence, tous les modèles commercialisés en 2024 ne pourront pas profiter de la ristourne de 5 000 euros. En revanche, si les conditions d'obtention du bonus ne changent pas et si son montant reste identique, à partir de 2025, les acheteurs de Volvo EX30 pourront à nouveau bénéficier du modèle à partir de 32 500 euros, ce qui même dans un an et demi risque d'en faire l'un des meilleurs choix possibles. Vous l'aurez compris, si l'EX30 vous intéresse, patienter quelques mois pourrait permettre de réaliser une jolie économie.

BYD, MG, AIWAYS, SERES OU LYNK & CO

Faut-il craquer pour les voitures chinoises ?

Passés maîtres dans les technologies nécessaires à l'élaboration des voitures électriques, les constructeurs chinois veulent s'imposer dans notre paysage automobile. Ont-ils tous les arguments pour ? Y a-t-il vraiment lieu de craindre un nouveau péril jaune ?

Après l'Atto 3 et la Dolphin, le numéro 1 chinois de l'électrique poursuit son offensive agressive chez nous avec la Seal. Cette berline familiale qui entend rivaliser avec la Tesla Model 3 est-elle plus convaincante que les deux premiers modèles ?

Build Your Dreams (pour BYD) ou, en français dans le texte, construisez vos rêves : rien que ça ! Mais, en attendant de réaliser le vôtre en vous vendant (peut-être) une de « ses » voitures, le patron du numéro 1 mondial de la voiture électrique (devant Tesla !) a clairement énoncé le sien lors de récentes déclarations fracassantes : « démolir » les constructeurs européens et en finir avec la vieille Europe.

C'est clair, net et sans bavure et cela révèle une confiance inattendue de la part d'un constructeur chinois. Le problème est que pour l'instant, les premiers modèles BYD lancés en France, notamment l'Atto 3 et la Dolphin, ne nous ont pas vraiment convaincus (lire p. 73).

Dès lors, au moment de prendre le volant, nous l'attendons de pied ferme, cette grande berline de 4,80 m qui veut tordre le cou à la Tesla Model 3 et aux autres ! D'autant que contrairement à d'autres marques chinoises, BYD ne joue pas la carte d'un tarif agressif.

La Seal n'est pas vraiment moins chère que l'américaine : la version Design, modèle propulsion de 313 ch et batterie de 82 kWh, s'affiche à partir de 46 990 €, soit 41 990 € bonus déduit. C'est le prix... avant déduction du bonus d'une Model 3 Propulsion, certes sensiblement moins puissante (283 ch, batterie de 61 kWh). Toutefois, BYD annonce déjà un modèle d'entrée de gamme avec une « petite » batterie de 61 kWh à prix cassé. Notre modèle d'essai de 530 ch et 670 Nm transmis aux 4 roues se positionne pour sa part face à une Model 3 Performance (513 ch, pile de 82 kWh, 53 990 €) mais au tarif d'une Grande Autonomie à... 49 990 €. Il va donc falloir sortir le grand jeu !

C'est ce qu'elle fait à bord. La Seal a comme un air de déjà-vu ! Son grand écran tactile de plus de 15 pouces, par exemple. Il copie ni plus ni moins celui de sa cible américaine. La différence est qu'ici, pour faire encore plus fort que celui de la Tesla, il pivote pour passer d'un format hori-

zontal à vertical.

C'est certes très gadget, au même titre que le petit sélecteur de position de conduite façon cristal (un clin d'œil à ceux de BMW ou Rolls, peut-être ?), mais ça fait le spectacle pour impressionner les amis. Du reste, l'habitacle est des plus accueillants. L'assemblage du mobilier n'est pas exempt de tout reproche, avec des ajustages qui pourraient être plus précis, mais les matériaux sont assez raffinés pour donner droit d'entrée à la Seal au monde dit Premium Access, pour reprendre le langage abscons des as du marketing : haut de gamme accessible, si vous préférez.

Très agréable aussi au premier abord : la sensation d'espace, largement amplifiée par l'immense toit vitré panoramique. À l'arrière, l'espace aux jambes est tout simplement royal, grâce notamment à l'e-Platform 3.0 reprise de l'Atto 3 et de la Dolphin, mais optimisée grâce à une meilleure intégration encore de la batterie dite Blade Batterie.

En revanche, s'il est amusant de faire tourner l'écran dans tous les sens, maîtriser les fonctions auxquelles il donne accès demande un temps d'apprentissage certain. Naviguer dans les menus et sous-menus est fastidieux pour accéder à un simple réglage comme, par exemple, celui des sièges

chauffants ou encore désactiver l'alerte de dépassement de la limitation de vitesse que beaucoup s'empresseront de couper mais qui, hélas, se reconnecte à chaque arrêt.

C'est pénible, mais il va falloir s'y faire car le dispositif sera bientôt obligatoire. Ce n'est cependant pas sur ses prestations embarquées que nous attendions la Seal, mais bien en action. Inutile de faire durer le suspense : les ingénieurs ont bien bossé depuis la Dolphin et l'Atto 3.

Si elle se révèle moins plaisante à mener que sa rivale désignée ou qu'une Hyundai Ioniq 6, la Seal tient le pavé ! Rappelons néanmoins que, pour cette première brève prise en main, BYD nous avait confié le nec plus ultra : une version 3.8s, comme... 3,8 secondes sur le 0 à 100 km/h, finition Excellence, dotée d'un ensemble motopropulseur de 530 ch.

Une puissance digne d'une sportive, obtenue par l'association de deux moteurs électriques : l'un de 217 ch, placé sur l'essieu avant, et l'autre de 313 ch, positionné sur l'arrière. Ce duo garantit donc un principe de 4 roues motrices, gage de stabilité et de motricité difficiles à prendre en défaut.

FABRICATION DE SON PROCHAIN IPHONE

Apple choisira l'Inde plutôt que la Chine

Apple fabriquera probablement son iPhone 7, dont le lancement est prévu en 2025, en Inde plutôt qu'en Chine, a rapporté le journal Mint, citant les commentaires sur un blog Medium de l'analyste chinois Ming-Chi Kuo plus tôt cette semaine.

"Ce sera la première fois qu'Apple commencera le développement d'un nouveau modèle d'iPhone en dehors de la Chine", a écrit Kuo.

Il a noté que la part des iPhones fabriqués en Inde pourrait passer de 12 à 14 % au cours de l'exercice en cours, de 12 à 14 % au cours de l'exercice en cours, de 20 à 25 % d'ici 2024, « si tout se passe bien ».

Alors que la plupart de ces appareils sont désormais assemblés dans des usines indiennes exploitées par le fabricant multinational d'électronique taïwanais Foxconn, le récent accord d'Apple avec le conglomérat indien Tata Group pour assembler des iPhones permettra au géant américain de « renforcer ses relations avec le gouvernement indien ».

Plus tôt cette année, le ministre indien du Commerce, Piyush Goyal, a déclaré qu'Apple cherchait à augmenter la part de ses produits fabriqués en Inde à 25 % d'ici 2025.

Le message de Kuo intervient une semaine après que Tata, un groupe diversifié possédant des actifs miniers et sidérurgiques et qui fabrique des automobiles, des armes et des produits électroniques, et qui possède également la compagnie aérienne nationale indienne, Air India, a annoncé qu'il commencerait à assembler des iPhones pour les marchés nationaux et mondiaux. La société a acquis une unité de fabrication locale d'une autre major basée à Taïwan, WistronCorp, pour un montant estimé à 125 millions de dollars.

"Cette décision bénéficiera aux ventes futures d'iPhones et d'autres produits en Inde et est essentielle à la croissance d'Apple au cours de la prochaine décennie", a noté Kuo, qui avait prédit l'année dernière que Tata pourrait coopérer avec Pegatron ou Wistron pour développer l'activité d'assemblage d'iPhone en Inde. Le PDG d'Apple, Tim Cook, a déclaré



plus tôt cette semaine que la société avait atteint un record absolu de revenus trimestriels en Inde au cours du trimestre se terminant en septembre, même si Apple ne fournit pas de chiffres de revenus spécifiques à l'Inde dans ses résultats. La société a enregistré un chiffre d'affaires global de 89,5 milliards de dollars, en baisse de 1 % sur un an, au quatrième trimestre de l'exercice 2023. Elle se rapproche rapidement des 10 milliards de dollars de chiffre d'affaires annuel en Inde, a rapporté Mint.

Commentant les opérations de l'entreprise en Inde, Cook a déclaré : « Nous avons une faible part de marché sur un vaste marché et il semblerait donc qu'il y

ait là une grande marge de manœuvre. » Il a ajouté que l'Inde était un « marché extraordinaire », avec un grand nombre de personnes entrant dans la classe moyenne. « Nous y avons installé deux magasins de détail. Ils font mieux que prévu. Il est encore tôt, mais ils ont pris un bon départ et je ne pourrais pas être plus heureux de la façon dont les choses se déroulent en ce moment », a-t-il déclaré, cité par BQ Prime.

Les gens pourraient terminer cet exercice avec une part de marché de 7 % en Inde, un marché traditionnellement dominé par Android, a rapporté l'Economic Times le mois dernier. Selon le point de vente, les expéditions d'iPhone vers

l'Inde ont augmenté de 68 % (en glissement annuel) au premier semestre de cette année.

Pendant ce temps, Apple a fait l'actualité plus tôt cette semaine lorsque plusieurs dirigeants de l'opposition en Inde ont affirmé avoir reçu des e-mails de la société les mettant en garde contre des attaques « parrainés par l'État » qui tentaient potentiellement à distance de compromettre les iPhones associés à leurs identifiants. La société a ensuite publié une déclaration affirmant qu'elle n'attribuait l'attaque à aucun acteur étatique « spécifique ». Le gouvernement indien a demandé à Apple de se joindre à son enquête sur les attaques présumées.

MALGRÉ L'OPPOSITION AMÉRICAINE

La Chine vise une puissance de calcul de 300 exaflops

Malgré les sanctions et d'importantes contraintes, la Chine annonce qu'elle compte doubler sa puissance de calcul pour atteindre 300 exaflops dès 2025. Une information qui interroge.

Entre la Chine et les États-Unis, il y a de la tension dans l'air, même au niveau des semi-conducteurs. L'empire du Milieu a annoncé qu'il allait augmenter la puissance de calcul de ses supercalculateurs pour atteindre 300 exaflops d'ici 2025. C'est près du double de la puissance actuelle et cela n'est pas spécialement bien vu par les États-Unis qui souhaitent conserver, a minima, la parité actuelle dans ce domaine.

Il semble donc que les sanctions à l'égard de la Chine pour l'entraver dans l'acquisition de matériel de pointe et notamment des puces les plus puissantes, comme les accélérateurs d'IA de Nvidia ou TSMC, n'ont pas pour autant réduit la volonté du pays dans cette quête de la suprématie informatique. En

tout, six ministères du pays se sont associés pour communiquer cette volonté d'obtenir cette puissance de calcul phénoménale. Selon eux, elle serait fondamentale pour atteindre ses objectifs en matière d'éducation et de finance. Le plan chinois consisterait surtout à stimuler son économie grâce à l'intégration de l'intelligence artificielle (IA) pour optimiser ses industries. Alors sans ces composants essentiels, comment la Chine compte faire ?

La Chine ne compte pas sur les usines de Taïwan

Est-ce que l'arrivée d'un smartphone Mate 60 Pro chez Huawei équipé d'une puce dont la Chine n'est pas censée maîtriser la conception, forme un début de réponse ? En tout cas, en cas de conflit militaire, du côté des industries des semi-conducteurs à Taïwan et notamment de TSMC, la peur n'est pas tant que les usines soient contraintes à

produire des puces pour la Chine. Cela supposerait que les installations industrielles n'aient pas été détruites et l'on imagine mal les entreprises produire des composants sous contrainte chinoise.

Pour le développement de sa puissance de calcul, la Chine ne peut donc pas s'appuyer là-dessus et compte certainement reproduire des technologies américaines, même si les puces ont cinq ans de retard sur les modèles récents,

comme dans le cas du fameux smartphone de Huawei. En revanche, du côté occidental, la destruction des usines de semi-conducteurs à Taïwan serait une véritable catastrophe mondiale et notamment pour les entreprises américaines de la high-tech et en premier lieu Nvidia et Apple. En prévision d'un tel choc, TSMC a déjà commencé à délocaliser ses usines aux États-Unis, mais elles restent très loin d'être opérationnelles.

RÉSEAU DE TELECOM ITALIA

L'Italie envisage des progrès dans la vente pour 23 milliards d'euros

L'Italie s'attend à ce que la vente du réseau fixe de Telecom ItaliaSpA à KKR & Co. pour 23 milliards d'euros se concrétise après une réunion marathon du conseil d'administration qui a débuté vendredi, selon des sources proches du dossier. L'accord se heurte à l'opposition du principal actionnaire de Telecom Italia, Vivendi SE, qui appelle le conseil d'administration à évaluer un plan alternatif surprise présenté la semaine dernière par un investisseur minoritaire.

Mots fléchés

Agitation	↓	Métal à bijoux	↓	Ciel tourmenté	↓	Célèbre boxeur	↓	Poussées à fond	↓	Femme idéale	↓	Tourmentées	↓
Monde des petits	→	Département	→	Jaunisse	→		→	Nattées	→	Voisine d'Aix	→	Cordon	→
	↓		↓		↓		↓		↓		↓		↓
Filet d'eau	→		Chlore du chimiste	→		Virtuels	→		→		→		↓
Accabler	→		Dernier	→		Ville de traité	→		→		→		↓
	↓		↓		↓		↓		↓		↓		↓
Rivière d'Afrique	→				Assombri	→		École de l'air	→	Boîtes à cendres	→	Arrose Gravelines	→
Phase de lune	→				Glabre	→		Béryllium	→		→	Participe	→
	↓		↓		↓		↓		↓		↓		↓
Classé X	→		Périodique	→									
Mena vers la gauche	→		Tendons	→									
	↓		↓		↓								
Un allemand	→											Thallium	→
	↓											Désastre	→
	↓			Juif d'Espagne	→	Songer	→						Enjeu
	↓				Dans l'Orne	→							↓
Entremets	→												↓
Ancien navire	→							Graine pour hamburgers	→				↓
	↓												↓
			Dieu de la guerre	→				Vent arrière	→		On la serre	→	
											Ovules	→	
Autre do	→	Slave	→					Un muscle	→				Héros de cinéma
	↓	Poètes	→						→				↓
	↓												↓
	↓	Avant nous	→	Résidu	→					Père et mer	→		↓
	↓			Colorer	→					Inactive	→		↓
Plissa	→					Bois précieux		Grosse vague				Arrêts de sécrétions	
Officiers	→							Remorqué	→				
	↓							Inutile	→				
	↓								↓				
								Égouttoir	→			Construire	↓
								Désinence verbale	→				Cheville
									↓				↓
Noir	→	Reconstruisent	→										↓
	↓	Renseignements	→										↓
	↓												↓
				Abrasif	→								
				Gaine protectrice	→								
					↓								
Ôter les grains	→									Et même	→		
Ville de Chaldée	→									Parcouru des yeux	→		
	↓								↓				
		Césium du labo	→	Guide de mines	→		Entourée d'eau	→			Soldat US	→	
				Chaufeur d'Isis	→		Pour avenue	→			Avalé	→	Vers Marseille
													↓
Naturel	→					Métal à la cuisine	→				Ouvertes	→	
Tentative	→												
	↓					Petite cale	→			Nourrice	→		

Quelques 9.883 Palestiniens sont tombés en martyrs et plus de 26 milles ont été blessés, depuis le début de l'agression sioniste contre les Palestiniens à Ghaza et en Cisjordanie occupée, a annoncé dimanche, le ministère palestinien de la Santé.

Le ministère a révélé dans son rapport quotidien que 9730 martyrs ont été enregistrés dans la bande de Ghaza et plus de 24.000 personnes ont été blessés, alors qu'en Cisjordanie le nombre de martyrs a atteint 153 et 2.200 blessés depuis, le 7 octobre dernier alors que plus de deux tiers d'entre eux sont des femmes, des enfants et des personnes âgées. L'occupant sioniste a ciblé 3 hôpitaux principaux (l'hôpital Achifa , l'hôpital Nasser de pédiatrie, et l'hôpital El Qods), selon des sources cité par l'agence palestinienne Wafa.



ALGÉRIE-FRANCE

Tebboune reçoit le ministre français de l'Intérieur

Le président de la République a reçu, hier dimanche à Alger, le ministre de l'Intérieur français, Gérard Darmanin. L'audience s'est déroulée au siège de la Présidence de la République en présence du ministre de l'Intérieur des Collectivités Locales et de l'Aménagement du Territoire, M. Brahim Merad, de l'ambassadeur d'Algérie en France, M. Saïd Moussi, ainsi que directeur de cabinet à la Présidence de la République, M. Nadir Larbaoui.

DÉVELOPPEMENT LOCAL

Impliquer davantage la société civile

Le président de l'Observatoire national de la société civile (ONSC), Nouredine Benbrahim, a souligné, samedi à Tizi-Ouzou, la nécessité de renforcer les mécanismes d'implication des organisations de la société civile au sein de la société, pour un impact plus positif sur la communauté.

Intervenant au "Forum de la société civile pour le dialogue, la citoyenneté et le développement local", abrité par la maison de la culture Mouloud Mammeri, M. Benbrahim a indiqué que la société civile "joue déjà un rôle important" en participant activement à la vie de la communauté, notamment, au plan social (aides aux franges fragilisées) et en matière de développement économique (réalisation de projets), et que les mécanismes de son implication devraient être renforcés. Il a estimé important "d'offrir aux associations de nouveaux mécanismes leur permettant d'avoir un revenu qui va contribuer à la gestion de leurs programmes de manière plus efficace".

"L'amélioration de l'efficacité des acteurs de la société civile au sein de la société et dans la gestion participative du développement local passe aussi par la formation, mais aussi par l'exploitation des nouvelles technologies de l'information et de la communication ainsi que par le renforcement des outils de la démocratie et de la gestion participative prévue dans le code communal", a ajouté M. Benbrahim. A propos de la formation, il a annoncé qu'une plateforme digitale lui sera dédiée sous l'appellation "Kafa'at" (compétences) et sera lancée dans quelques jours afin de renforcer les compétences des associations au niveau local.

AVANT LA COP28

Un fragile compromis trouvé sur les «pertes et dommages» climatiques

Pays du nord et du sud sont parvenus ce samedi 4 novembre à un fragile compromis sur les contours du futur fonds sur les «pertes et dommages» climatiques des pays vulnérables, ouvrant la voie à un accord lors de la COP 28 de Dubaï sur cette question cruciale pour la réussite du sommet. L'adoption sur le principe de ce fonds avait été considérée comme le résultat majeur de la COP27 en Égypte l'an dernier, et les discussions sur sa mise en œuvre (fonctionnement, donateurs, bénéficiaires...) ont été confiées à un comité de transition. Samedi soir, une cinquième et ultime réunion de ce comité s'est conclue par l'adoption d'un texte de recommandations, malgré les réserves des États-Unis et de plusieurs pays en développement lors d'une séance plénière retransmise en ligne, a constaté l'AFP.

«Le monde n'a pas besoin d'un compte bancaire vide»

Le texte propose d'établir le fonds provisoirement, pour quatre ans, au sein de la Banque mondiale, ce que refusaient initialement avec force les pays en développement, qui accusent l'institution d'être aux mains des Occidentaux et inadaptée à leurs besoins. «Il est maintenant impératif que nous activions et capitalisons rapidement le

fonds», car «le monde n'a pas besoin d'un compte bancaire vide» mais «d'un fonds opérationnel qui puisse réellement faire la différence», a déclaré le président émirati de la COP28, Sultan Al Jaber, dans un message lu aux délégués à l'issue de la réunion. Le texte de recommandations doit encore être finalisé et approuvé par les pays du monde entier lors de la 28e Conférence climat des Nations unies à Dubaï (30 novembre-12 décembre).

«Jour sombre»

Et les débats à la COP28 s'annoncent encore houleux: «Bien que nous ayons accepté le texte, il reste en deçà de nombreuses demandes des pays en développement, à commencer par l'ampleur du fonds, les sources de financement, etc», a déclaré le délégué égyptien Mohamed Nasr lors de la réunion. «Les recommandations sont faibles car elles ne font pas mention de la taille du fonds ni d'un plan clair de capitalisation», a abondé auprès de l'AFP Harjeet Singh, de l'ONG Climate Action Network, déplorant «un jour sombre pour la justice climatique». «En outre, les États-Unis font pression pour que l'adhésion soit volontaire pour les pays développés», a-t-il ajouté, alors que les délégués des pays du sud défendaient une contribution obligatoire, en vertu de la res-

ponsabilité historique prépondérante des pays riches dans les émissions de gaz à effet de serre à l'origine du réchauffement climatique.

En vertu de cette responsabilité historique, établie par la Convention des Nations unies sur la lutte contre le changement climatique, les pays développés ont promis 100 milliards de dollars d'aide annuelle aux pays en développement.

Mais leur défaillance jusqu'à ce jour à honorer cette promesse est devenue un motif de tension majeur dans les négociations climat, faisant craindre une contribution limitée des pays riches au nouveau fonds.

«Il est essentiel que ce fonds puisse recevoir des contributions financières du plus large éventail possible de sources, y compris des sources innovantes telles que les marchés du carbone, les mécanismes de taxation internationale et autres», a déclaré samedi à l'AFP un porte-parole du département d'État. Cet argument des États-Unis, partagé par l'Union européenne, s'inscrit dans un débat de plus en plus vif sur la nécessité d'élargir les sources de financement pour l'adaptation au changement climatique et la transition énergétique des pays du sud, dont les besoins estimés se chiffrent en milliers de milliards de dollars, 100 fois supérieurs à l'aide publique des pays du nord.

Agence

KEFAIFI, INGÉNIEUR CIVIL DES MINES

«Le potentiel énergétique de la Palestine est énorme»

Génocides, apartheid, expropriations, nettoyage ethnique..., en plus de ces crimes perpétrés par l'entité sioniste, dont les preuves ne sont plus à démontrer, l'occupant emploie tous les moyens pour piller les ressources naturelles de la Palestine.

Intervenant dans l'émission « L'Invité de la rédaction » de la Chaîne 3 de la Radio algérienne, Ali Kefai, ingénieur civil des mines, ingénieur pétrole et expert oil and gas rappelle que la méditerranée orientale recèle d'énormes ressources énergétiques sur lesquelles l'entité sioniste tente

de faire la mainmise. « Le potentiel énergétique de la méditerranée orientale est énorme. En plus du gaz, la région recèle d'importantes quantités d'hydrogène blanc, c'est ce qui explique l'acharnement de l'occupant et le grand intérêt des entreprises occidentales », indique M. Kefai.

Pour le spécialiste, le méditerranéen est riche en ressources et tous les pays africains, préviennent-ils, doivent « se battre au niveau international pour empêcher l'entité sioniste de leur faire subir ce qu'elle fait à nos frères et sœurs palestiniens ».

PROTECTION CIVILE

Sensibilisation des élèves sur les risques d'intoxication au gaz

La Direction de la protection civile d'Oran a lancé, dans le cadre d'une campagne nationale préventive sur les risques liés à la saison d'hiver, des opérations de sensibilisation dans plus de 100 établissements relevant de divers secteurs d'activité. Conformément au programme élaboré par des directions de wilaya de la formation et l'enseignement professionnels, l'éducation, les rectorats des différentes universités et résidences universitaires d'Oran, des campagnes de sensibilisation ont été organisées et s'étaleront jusqu'à fin décembre prochain, au niveau des établissements affiliés à ces secteurs, afin de sensibiliser le plus grand nombre possible sur les différents dangers

liés à la saison hivernale, notamment le risque d'intoxication au gaz, a souligné à l'APS le chargé d'information à la direction de la Protection Civile à Oran, Belaha Abdelkader . Il s'agit d'un programme diversifié, visant à inculquer une culture préventive parmi les citoyens, en particulier chez les enfants et les jeunes, concernant les dangers liés à l'asphyxie par le gaz. Au cours de cette campagne, les agents de la protection civile, aux côtés d'autres acteurs, visiteront plus de 30 établissements de formation et d'enseignement professionnels, 30 écoles primaires, 25 CEM et 15 lycées, en plus des universités, des écoles supérieures, des résidences universitaires et autres. Des portes ouvertes et

des caravanes de proximité seront également organisées au niveau de différentes agglomérations, afin de sensibiliser les citoyens sur l'importance du suivi et de l'inspection des dispositifs et branchements de chauffage.

Oran, à l'instar des wilayas du pays, a lancé cette campagne nationale de sensibilisation, le 29 octobre dernier, sous le slogan « la prévention pour se protéger et protéger nos habitations du danger du gaz ». Au cours de la semaine écoulée, les services de la protection civile à Oran ont enregistré deux incidents liés au gaz (fuite d'un chauffe-eau et explosion d'une bouteille de gaz), qui ont fait six blessés, a-t-on appris du même responsable.